

Raisonnement

Cahier de réflexion
des maires francophones

Septembre 2016



©Karelhoppe/Fotolia

Thématique Numéro 08

VIVRE ENSEMBLE

Mixité, solidarité, fraternité, vivre-ensemble... Face à l'individualisme, à la tentation de l'entre-soi et du repli, une formidable aspiration à vivre ensemble s'affirme.
Raisonnement mène une réflexion large, profonde et opérationnelle.



Montréal - Canada



Denis CODERRE

Biographie :

Denis Coderre a été élu maire de la Ville de Montréal le 3 novembre 2013. Il est également Président de la Communauté métropolitaine de Montréal, qui regroupe l'ensemble des municipalités de la région urbaine de Montréal. Auparavant, M. Coderre a occupé plusieurs postes ministériels et autres fonctions au sein du Gouvernement du Canada, dont celui de ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ; Président du Conseil privé de la Reine ; ministre responsable de la Francophonie ; Secrétaire d'État au Sport amateur ; Conseiller spécial du Premier Ministre pour Haïti ; et Interlocuteur fédéral pour les Métis et les Indiens non inscrits. Il a assumé ces fonctions alors qu'il était député à la Chambre des communes de 1997 à 2013. M. Coderre est diplômé en science politique de l'Université de Montréal et détient une maîtrise en administration pour cadres de l'Université d'Ottawa. Il est marié à Chantale Renaud et ils ont deux enfants, Alexandre et Geneviève.

► ÉDITO

Par Denis Coderre
Maire de Montréal



Création de l'Observatoire, à l'occasion du Sommet de Montréal

A

vec la tenue à Montréal du tout premier Sommet des maires sur le vivre-ensemble, en juin 2015, les villes du monde ont entrepris une démarche nécessaire – je dirais même historique – dans le but de se réapproprier cette importante question.

Parce que sur ce dossier comme sur beaucoup d'autres, les maires ont une expérience de terrain et de proximité que n'ont pas les autres niveaux de gouvernement. Et c'est en combinant nos différentes expériences que nous pouvons trouver des solutions aux défis que nous partageons.

L'idée de tenir un premier Sommet sur le vivre-ensemble est apparue alors que se multipliaient les cas de radicalisation et de violence dans nos grandes villes. Notre première préoccupation était d'ouvrir la réflexion sur le rôle des villes pour prévenir ce type de violence et protéger leurs citoyens.

Mais la réponse au phénomène de radicalisation, aussi bien intentionnée soit-elle, ne peut constituer à elle seule une véritable politique du vivre-ensemble. Les villes doivent travailler en amont à promouvoir la cohésion sociale, qui origine en grande partie des politiques et programmes municipaux.

Nos grandes villes ont été bâties sur des valeurs d'inclusion, d'accueil et d'harmonie. Montréal, par exemple, compte des citoyens qui proviennent d'environ 120 pays et parlant près de 200 langues. Un Montréalais sur deux est né à l'étranger ou a un parent né à l'étranger. Nous recevons chaque année plus de 70 % de l'immigration internationale destinée au Québec, soit environ 30 000 nouveaux citoyens.

Depuis plus de 25 ans, nous avons mis en place des politiques visant à promouvoir le respect de la différence et combattre le racisme et la discrimination. D'autres ont pour but de faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants. D'autres, enfin, visent à améliorer les milieux de vie dans les quartiers et à faire participer tous les citoyens au processus démocratique.

Je suis profondément convaincu que tous ces efforts ont fait de Montréal une ville meilleure, plus ouverte. Une ville où la mixité d'expériences et d'opinions constitue une richesse sur les plans démographique, économique et culturel.

Mais il ne faudrait pas que cette ouverture vienne à refléter et à reproduire les tensions qui existent à l'échelle planétaire.

C'est pourquoi de nos jours, travailler au vivre-ensemble, c'est trouver l'équilibre idéal entre l'ouverture et la vigilance.

À Montréal, nous travaillons sur les deux tableaux. Par exemple, côté vigilance, nous avons inauguré l'an dernier notre Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence. Réunissant des partenaires de divers milieux (santé et services sociaux, sécurité publique, communautaire, scolaire ou institutionnel), le Centre apporte un soutien aux familles, aux proches et aux intervenants afin de les aider à prévenir, à détecter et à intervenir dans les cas de comportements radicalisés.

Côté ouverture, nous avons mis sur pied en début d'année le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal, une sorte de guichet unique pour répondre aux préoccupations des nouveaux arrivants : liens avec les organismes communautaires, recherche de logement, apprentissage de la langue française, recherche d'emploi, etc.

Ce ne sont que deux exemples parmi la multitude de programmes que les villes, partout dans le monde, ont mis sur pied pour favoriser le vivre-ensemble. Dans un tel contexte, il est important de pouvoir partager nos différentes expériences à l'intérieur d'un même forum. Voilà pourquoi, à l'occasion du Sommet de juin 2015, nous avons également proposé la création d'un Observatoire international des maires sur le vivre-ensemble. L'Observatoire vient d'être inauguré et est accessible à l'adresse www.observatoirevivreensemble.org. J'invite tous les membres de l'AIMF à y adhérer. ◀



Sommes-nous capables d'élaborer un nouveau projet collectif?



Pierre D'ELBÉE

Biographie :

Pierre d'Elbée est docteur en philosophie à l'université de Paris Sorbonne sur l'éthique du sacrifice dans les sociétés traditionnelles et dans la cité grecque. Il est spécialiste de René Girard. Il s'intéresse tout particulièrement aux questions d'éthique, de changement et de coopération.

IL VIVRE-ENSEMBLE EST DEvenu LA PIERRE ANGULAIRE, L'ESSENTIEL DES DISCOURS POLITIQUES POUR COMBATTRE LES INDIVIDUALISMES, LES COMMUNAUTARISMES, LES TENTATIONS DE REPLI SUR SOI. DERRIÈRE CETTE RÉFÉRENCE SE DÉCOUVRE CEPENDANT UNE INQUIÉTUDE : SOMMES-NOUS CAPABLES D'ÉLABORER UN NOUVEAU PROJET COLLECTIF, AUTOUR DE QUELLES VALEURS ET À QUEL PRIX ? I

Une imprécation vide de sens

Interrogé sur cette question, le philosophe Raphaël Enthoven répond que le vivre-ensemble est en fait une imprécation vide de sens, « d'une insondable vacuité ». Incapable de fonder ce qu'il annonce, le vivre-ensemble produit même le contraire de ce qu'il promet ! Aussi flou que son orthographe (on ne sait pas s'il faut l'écrire avec ou sans tiret), le slogan moralisateur célèbre selon lui l'œcuménisme, la tolérance, la mixité... Haro sur le racisme, le communautarisme et même le terrorisme en France. Le vivre-ensemble devient ainsi une attitude intégrée en chaque citoyen, une obligation silencieuse d'éviter les sujets qui

fâchent, un état d'esprit sournois qui oblige chacun à lisser son langage, à éviter les disputes, à gommer les nuances pour que surtout la montée aux extrêmes ne se produise pas. Alors, le vivre-ensemble est-il vraiment un contresens ? Est-il le produit de la peur et de la censure ? Serait-il la marque du dépérissement de la vie démocratique, dans laquelle chacun sacrifie ses convictions au profit d'un lien vidé de sa substance ?

L'autre différent, une menace ?

La sécurité exige que l'autre me ressemble. S'il est différent, il sera inmanquablement interprété comme une menace. La liberté veut que l'autre soit choisi, or, la famille, l'école, la société sont des

communautés non choisies. Plus le nombre d'individus composant une communauté est important, plus on sera obligé de créer des lois et de la hiérarchie pour confisquer la violence inhérente à la promiscuité. On le voit, vivre ensemble n'est pas un long fleuve tranquille. Les contraintes sont inhérentes à la vie sociale. Pour vivre bien, il faut y mettre du sien. Plus la communauté locale est identitaire, chaude, rituelle, plus son vivre-ensemble est intense en interne, plus sa relation aux autres communautés sera problématique.

Pour évoquer un vivre-ensemble qui ne soit pas un mot-valise, pas d'autre solution que de garder en tête ces objections et de tenter de les dépasser par la pensée, la conviction, la recherche de la vérité. D'abord, citer un texte ▶





qui resitue le vivre-ensemble dans l'histoire: Ernest Renan rappelait, en 1882, que la Nation est « une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis ». Le désir de vivre ensemble s'appuie donc sur un héritage qu'il convient de définir.

À la recherche du fondement d'une communauté

De quoi sommes-nous les héritiers? En quoi cet héritage constitue-t-il le fondement d'un vivre-ensemble qui a du sens? C'est à cette question qu'entend répondre Régis Debray par l'entremise de la fraternité. Le dictionnaire la définit comme « lien existant entre les hommes considérés comme membres de la famille humaine; sentiment profond de ce lien ». Contrairement à ce qu'on pourrait croire en effet, la fraternité n'est pas d'abord un lien du sang ni l'affection naturelle des frères « dont on sait surabondamment qu'il porte plus au meurtre qu'aux papouilles, à l'intérieur d'une prison biologique » (moment fraternité 232). Le mot *fraternitas* – remarque-t-il – apparaît d'abord chez les auteurs chrétiens, il se fonde sur l'égalité de tout homme et de toute femme dans le Christ. Car sans égalité, pas de fraternité possible. « Des égaux en droit ne

sont pas nécessairement frères, mais il n'y a pas de frères là où règne la caste, l'ordre, le privilège » (233).

Régis Debray fait la différence entre le partisan de la fraternité-concorde et celui de la fraternité-combat. Le premier est le défenseur du droit, il pense avec sa tête, « il a de la réserve et de la retenue » (235). « Le frère en armes a du ragoût, c'est un remuant et un impulsif, porté aux imprudences. Il pense avec son cœur. » C'est dire que le vivre-ensemble mérite à la fois d'être organisé et défendu, il ne va pas de soi. Il précise que la fraternité multilatérale est cousine de l'amitié bilatérale. « L'amitié berce, la fraternité secoue » (230). Régis Debray n'insiste pas sur le fait qu'à l'inverse de l'amitié, la fraternité n'est pas sélective. On choisit ses amis, pas ses frères. On reçoit ses frères à la naissance, on les reconnaît souvent lors d'un combat. Dieu transforme les croyants comme la patrie transforme les membres d'un même pays: en frères. On voit ici pointer une idée qui inspire l'une des idées les plus originales et les plus fondamentales de la pensée de Régis Debray: toute communauté, limitée par définition, ne peut trouver en elle-même le fondement qui la fait vivre. C'est ce que Régis Debray appelle le principe d'incomplétude, principe scientifique qu'il applique à l'approche des communautés.

« C'est moins une thèse qu'un constat: un "nous" se noue par un acte, délibéré ou non de sacralisation. Le sacré ne représente donc pas un luxe personnel,

dépense somptuaire ou supplément d'âme, mais un bien de première nécessité: c'est le plus sûr moyen de mise en commun dont dispose un ensemble flou pour faire corps et se perpétuer. » (19) « D'où vient le nous? De l'identification commune à un supérieur » (critique de la raison politique 213). N'allons pas croire que cette affirmation serait l'aveu implicite d'un principe transcendant: « le centre d'une communauté est un sommet – que nous désignerons comme trou fondateur – assurant la direction unique des rayons d'adhésion ». (critique 258). « C'est une situation assez déplaisante à vivre, mais assez comique à observer que celle-ci: Dieu n'existe pas, mais nous sommes politiquement condamnés à une existence collective d'essence théologique; et à nous faire théologiens pour comprendre quelque chose à notre vie politique immédiate » (Critique 263).

On n'est pas obligé de suivre Régis Debray sur le terrain de son athéisme. Croyants, agnostiques ou athées, on n'en observe pas moins que l'humanité ne puisse se passer d'un référentiel sacré pour exister en communauté. Une question essentielle est celle de la foi que l'on met dans ses convictions. A défaut de croire en Dieu, on peut croire que les valeurs incarnées par telle ou telle attitude religieuse, par tel ou tel projet politique, par telle ou telle civilisation ont du sens, qu'on est prêt à les servir, à les expliquer et les défendre, et même à se sacrifier pour elles. La dignité de la personne, les droits de l'homme, le respect des femmes, l'égalité des citoyens, la

justice sont ces valeurs universelles partageables par tous les hommes d'un même pays, avec ce parfum propre qu'apporte le génie particulier des peuples, par leur histoire, leur géographie, leur culture.

Le vivre-ensemble célèbre un référentiel commun

Le vivre-ensemble trouve ici probablement son fondement: un état avant d'être une action. Si l'on peut tisser le lien du vivre-ensemble, c'est qu'on a déjà de bonnes raisons de le faire. La similitude du genre humain poussait les stoïciens à envisager l'homme comme citoyen du monde. L'*affectio societatis* s'ancre sur l'observation d'une similitude, et cette similitude est attirance réciproque. Avant d'être une décision, le vivre-ensemble s'appuie sur un déjà là, il rend explicite une fraternité implicite, il actualise un patrimoine commun. Qu'on l'appelle Dieu, Mère Patrie, Ancêtres, Tradition, Droits de l'Homme, Valeurs des Lumières etc., le vivre-ensemble célèbre un référentiel commun, et ce référentiel est voué à fonder, non pas l'identité collective (trop frileuse, trop repliée, trop exclusive) mais l'appartenance commune.

« L'essentiel est commun ». « Ce qui nous réunit est plus important que ce qui nous sépare ». « Même nos différends ne peuvent gommer notre respect réciproque ». « Nous sommes d'accord que nous ne sommes pas d'accord ». N'allons pas croire que ces affirmations soient des banalités de bisounours. Elles sont un combat de tous les jours pour résister à la tentation

de voir en l'autre une menace pure, à la tentation d'entériner les conflits, de désespérer d'une réconciliation, de transformer les frontières naturelles en murs infranchissables. Sans une fenêtre ouverte sur un absolu crédible qui la dépasse, la communauté s'ennuie ou désespère, elle s'étend en rivalités et en violences. Le vivre-ensemble peut devenir cette culture commune qui ouvre le désir de tous sur une étoile de sens. À chacun de l'élaborer, de la partager, de participer à la trame commune. Philosophes, artistes, poètes, dirigeants et citoyens responsables, tous sont convoqués pour la célébration d'un vivre-ensemble fraternel. S'il est vrai que l'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu, le vivre-ensemble version tiède et vide est une pâle figure de la fraternité citoyenne fondée sur une appartenance commune, une histoire, des valeurs, un sens commun.

La tentation du vivre-ensemble contre

La difficulté est de faire émerger une synergie plus forte que les inimitiés et les dissidences. C'est le rôle et le génie des leaders de proposer une vision dans laquelle

chacun puisse se reconnaître sans trahir sa singularité. Il ne s'agit pas simplement de tolérer les différences mais de reconnaître positivement en chacun, en chaque groupe, sa légitimité. Cela suppose de comprendre les enjeux communs, de convaincre les opposants, d'être exemplaire en matière d'éthique pour susciter la confiance. La grande difficulté du vivre-ensemble en situation de crise est d'éviter le bouc émissaire: tisser un « vivre-ensemble contre » paraît alors plus mobilisateur qu'un « projet doux » (l'expression est de Michel Serres). L'intensité de la lutte est toujours plus démonstrative que le consensus mou d'une majorité. Sauf si c'est l'existence même de la communauté qui est remise en cause pour une raison exogène. Catastrophes écologiques, guerres nucléaires, modifications climatiques, déplacements de populations, nous nous avançons vers des problèmes dont la solution n'est plus locale mais planétaire. Alors oui, le vivre-ensemble n'est plus seulement souhaitable mais nécessaire. Il n'est plus une option de pays riches, mais un défi auquel il s'agit d'apporter une réponse énergique et universelle. Notre survie en dépend. ◀

“ Le vivre-ensemble s'appuie sur un déjà là, il rend explicite une fraternité implicite, il actualise un patrimoine commun ”



© Droits réservés, Le Figaro

Joseph
MAÏLA

Biographie :

Professeur de relations internationales et de géopolitique à l'ESSEC, d'origine libanaise, spécialiste du Moyen-Orient, de l'islam et de la sociologie des conflits, Joseph Maïla est aussi le premier laïc à avoir occupé le poste de recteur de l'Institut catholique de Paris en 2004. En 2009, il prend la direction du Pôle religions créé au ministère des Affaires étrangères français par Bernard Kouchner. Il en dirige la Prospective, de 2010 à 2012. Joseph Maïla a dirigé le Centre de recherche sur la paix (CRP) et l'Institut de formation à la médiation et à la négociation (IFOMENE) qu'il a fondé à l'Institut catholique de Paris. Il est également membre du comité de parrainage de la Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, et intervient comme expert auprès d'organisations internationales.

Gérer la diversité dans une vision de solidarité



Levée de soleil sur Sarajevo.

I LES LIGNES QUI SUIVENT DONNENT UN POINT DE VUE D'UNE GRANDE MATURITÉ ET UNE COMPRÉHENSION EN PROFONDEUR DES COMMUNAUTÉS, DE LA RELIGION. ELLES DONNENT DES CLÉS POUR DÉFINIR LA MISSION DU MAIRE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI ET LA PLACE DU CITOYEN. I

Par Joseph Maïla

Professeur de relations internationales, spécialiste du Moyen-Orient, de l'islam et de la sociologie des conflits

La Ville, théâtre des nouveaux conflits

Aujourd'hui, la ville apparaît de par le monde, avec une insistante cruauté, comme le nœud des conflits qui traversent nos sociétés. Les événements du 13 novembre en France ont donné lieu à une réaction au niveau de tout l'État, ce qui paraît normal vu l'ampleur des attaques. Toutefois, me semble-t-il, le bon niveau d'implication se situe au plan du tissu urbain, là où les violences naissent et prospèrent. En l'occurrence, ces événements relèvent aussi largement de l'environnement international. Cela pose la question de la politique étrangère de la ville, de la connaissance des communautés qui l'habitent et du rôle du maire.

La montée en puissance des communautés

Il y a deux éléments majeurs dans la progression des migrants: les déplacements de personnes liés à des conflits et l'arrivée de travailleurs à la recherche d'emploi, favorisée par le vieillissement des populations en Europe. C'est

particulièrement spectaculaire en Allemagne, mais si on regarde les ratios, ce ne sont qu'un million de personnes sur 81 millions. Les migrations en mondialisation sont un phénomène majeur.

La conjonction de ces deux mouvements fait que, actuellement, le message de l'intégration est parfois brouillé. Beaucoup émigrent en recherchant du travail, résident et s'installent tout en restant à l'écoute de leur pays d'origine et de ses médias, partagent les us et coutumes du pays d'accueil tout en restant, plus que pour les générations passées, attachés à leurs traditions et leurs identités. Ne sommes-nous pas en train de vivre une citoyenneté éclatée ? ▶

“ La ville apparaît de par le monde, avec une insistante cruauté, comme le nœud des conflits qui traversent nos sociétés ”



“ Être attentif aux communautés de base dans leur diversité, ce n’est pas inciter à la différence, c’est gérer la diversité dans une vision de solidarité ”

Il y a une vingtaine, une trentaine d’années, lorsque l’on immigrait c’était quasiment pour toujours. À présent, nous vivons dans un monde plus fluide, circuler est devenu une manière de vivre, presque un mode de vie. Et puis revenir n’est plus impensable. Voyez ce qui se passe avec nombre d’immigrés turcs en Allemagne qui choisissent après des dizaines d’années de vivre leur retraite en Turquie.

Par ailleurs, la citoyenneté était un modèle d’identification à une société plus large, l’aspiration vers un modèle de brassage et d’intégration. Mais aujourd’hui ce modèle est en crise. La communauté urbaine en supporte le choc, car elle est en première ligne avec ses quartiers peuplés majoritairement d’étrangers.

Le maire face au djihadisme

Le djihadisme touche une population jeune définie par sa marginalisation. Ce sont donc autant des jeunes issus de l’immigration que d’autres, souvent repérés hâtivement comme « convertis », qui sont concernés. Le djihadisme pose un problème redoutable au processus d’intégration. Il est non seulement le signe de son échec mais celui de son inversion en son contraire absolu. Le terroriste est

celui qui décide de se retourner contre les siens dans une posture de rupture et de déni de sens puisque la société supposée le faire grandir et lui transmettre ses valeurs est considérée par lui comme « impie », ne représentant pas une « vraie » communauté, se situant loin de la solidarité qui doit lier d’authentiques « croyants ».

Dans la plupart des cas, le drame du djihadisme est que les fanatiques qui s’y adonnent ne connaissent rien au Coran, ne comprennent pas l’Islam et n’en ont qu’une représentation violente, mythifiée et mystificatrice. La guerre de Syrie avec l’effet d’appel qu’elle joue en termes d’invitation au djihad s’est superposée à la situation locale de marginalité vécue par certains. Le maire se doit en tout cas d’avoir une compréhension d’ensemble de cette montée de la violence, des haines et de la radicalisation.

Où se trouve la solution ? Dans la valorisation des communautés ou de la citoyenneté ?

La France a un rapport particulier avec les communautés. Avec l’essor économique de l’après-guerre, de 1945 à 1975, le pays a eu besoin de bras et de talents

venus d’ailleurs. Des populations d’origine non-européenne ou nord-africaine ont fini par s’organiser durablement, avec le regroupement familial, dans des quartiers périphériques ou des banlieues. L’objectif restait d’intégrer ces familles. La communauté devait être dépassée dans la citoyenneté. Le communautarisme, voilà l’ennemi. C’est pourquoi les débats autour des insignes renvoyant à l’identité communautaire religieuse ou du port du voile ont été des moments de crispation en France. Du point de vue français, ces signes risquaient de renvoyer à la résilience du communautaire et, par voie de conséquence, de favoriser le début d’un communautarisme c’est-à-dire l’affaiblissement du caractère laïc de la République. Cette approche n’est pas la même à Londres ou à Berlin. La visibilité du multiculturalisme en Grande-Bretagne ou en Allemagne est différente et plus facilement acceptée, bien qu’Angela Merkel ait déclaré que le multiculturalisme avait échoué et que les Anglais sont devenus très critiques de leur modèle de juxtaposition spatiale des sociétés. Le communautarisme mène dans sa logique propre à une juxtaposition des sociétés. La France poursuivant un idéal de laïcité, d’intégration et de mixité sociale et ethnique n’a pas été toutefois en mesure de maîtriser le développement harmonieux et intégrateur de ses banlieues par exemple.

Dans un tel contexte, le maire a donc un devoir de gestion citoyenne de la ville. Cela signifie qu’il n’a pas à faire la promotion culturelle de la diversité. Être attentif aux communautés de base dans leur diversité, ce n’est pas inciter à la différence, c’est gérer la diversité dans une vision de solidarité.

Pour un nouveau rôle du maire : gérer la diversité dans une vision de solidarité

Il y a souvent un déphasage entre les politiques publiques des maires dans le domaine social et les besoins du terrain. Les populations ne se reconnaissent pas toujours dans les politiques publiques telles qu’elles ont été conçues en principe pour elles. Cette incompréhension, cette distance, devrait trouver un début de solution dans la mise en place de consultation de la population, y compris étrangère. Pourquoi pas des conseils locaux des étrangers ? Aux maires également de susciter, directement ou indirectement, la création d’un observatoire urbain. On pourrait imaginer à partir de là un rapport annuel de la diversité culturelle et religieuse dans les villes francophones. Cet outil devrait permettre au maire d’avoir une gestion citoyenne du pluralisme communautaire avec trois niveaux d’intervention : observer, réguler, fédérer. En effet, le maire est à la fois un :

- observateur de la diversité,
- médiateur de la conflictualité,
- fédérateur de la pluralité.

Le maire médiateur est attentif à la diversité et à la manière dont les différences sont vécues. Il est capable de sentir et d’anticiper pour prévenir les frictions communautaires. Le conseil des étrangers auprès du maire peut être un outil d’observation et un relais pour la médiation communautaire.

La vraie laïcité doit pouvoir valoriser le pluralisme, chacun pratiquant son culte dans le respect et la liberté des autres cultes. Dans ce contexte,

le maire doit développer des relations avec les communautés de croyants. Quant à la ville, qui a aussi la vocation d’éduquer au vivre-ensemble, elle doit conduire au respect des convictions réciproques. C’est là une des lignes de force d’une politique urbaine. En France on bascule vite dans la crispation symbolique dès que sont évoquées des questions, signes, fêtes, monuments touchant à la religion, alors que beaucoup ne connaissent plus la signification des symboles. Or, le maire doit faire coexister des mondes multiples et faire apprendre à vivre avec des patrimoines et des symboliques diversifiés. Si le maire a les yeux tournés vers un horizon citoyen et adopte une posture laïque dont il ne doit pas se départir, il est aussi garant du Bien commun et du vivre-ensemble. Il doit aussi aller vers tous ses administrés avec une compréhension de l’homme dans sa globalité et, dans le même temps, dans le respect des cultures propres afin de mieux rassembler. Le grand récit à inventer est celui la solidarité, une solidarité insérée, concrète, en contexte, territorialisée. Le maire doit développer un projet collectif qui fédère et dans lequel tous peuvent s’épanouir.

La religion facteur de vivre-ensemble ?

Les religions qui structurent nos villes sont des ensembles complexes. Toutes sont l’expression d’un dogme, qui nourrit la croyance, avec un message d’ouverture et de tolérance. Chacune possède des rituels qui rythment le temps religieux. Elles ont leurs commandements et leurs prescriptions. Enfin, elles disposent d’une organisation plus ou moins hiérarchique. Les États sont demandeurs de structuration et à la recherche d’interlocuteurs

officiels, ce qui souvent n’est pas aisé pour certaines confessions. Se pose donc la question de la représentation et parfois même de la représentativité de ces interlocuteurs.

Mais ce qu’un maire doit avoir à l’esprit est que la religion, surtout dans le cas d’une communauté en diaspora, constitue aussi un référent identitaire pour des femmes et des hommes en perte de repères. Parfois les messages d’ouverture sont oblitérés par ce besoin d’identité qui se traduit en solidarité témoignant de la force vive des liens d’agrégation. Les religions concurrencent l’État sur ce terrain. Si la religion crée de la solidarité communautaire, il est nécessaire qu’il y ait en priorité de la solidarité citoyenne. Dans ce domaine, le maire doit se faire pédagogue. Nul ne peut oublier que, dans les frictions et les heurts entre communautés religieuses, ce qui est cherché n’est pas la conversion mais la volonté de vivre entre soi. Le contraire du vivre-ensemble... ◀





Le maire, un artiste du vivre-ensemble

JR, *Women Are Heroes*, Brésil, 2008-2009



© Droits réservés

Christian MONJOU

Biographie :
Christian Monjou est spécialiste des civilisations anglo-saxonnes. Il a longtemps été professeur de chaire supérieure en khâgne B/L au lycée Henri-IV à Paris et chargé de cours d'agrégation à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Expert référencé à l'APM et par les groupes Germe, il intervient aussi dans le cadre d'HEC Executive Education. Il utilise toujours le détour de l'art pour évoquer des problématiques managériales, telles que le leadership, la relation à l'autre, l'innovation et la concurrence positive, l'interculturel, etc.

**I À UNE ÉPOQUE DE RESTRICTIONS BUDGÉ-
TAIRES, DE RECHERCHE DE PERFORMANCE
TECHNICO-ÉCONOMIQUES (COURT TERME),
CHRISTIAN MONJOU VIENT NOUS RAPPELER
LE RÔLE INDISPENSABLE DE L'ART, DE LA FÊTE,
DES RITUELS POUR PARTAGER, COMMUNIER. I**

Par **Christian Monjou**

*Professeur de chaire supérieure de Khâgne
au lycée Henri-IV à Paris et à l'École normale supérieure*

L'art est lié à la ville

La ville est un lieu d'accès à l'art et à la culture, un lieu qui catalyse son développement par la rencontre entre les artistes et le public. Car l'art a besoin de rencontres, on vit avec l'idée de l'artiste maudit solitaire, mais l'art naît dans des ateliers, il naît des rencontres multiculturelles. L'art est né dans les villes. Les villes italiennes et flamandes – en particulier Anvers –

en sont des exemples majeurs. L'art est lié à la ville, car les clients sont dans les villes.

Mais la ville a aussi besoin de l'art pour expliquer qui elle est, ce sont souvent les municipalités qui achètent des œuvres d'art pour faire comprendre ce qu'elles font, les acteurs, son sens.

De nombreux artistes ont aussi célébré la ville, les impressionnistes réenchangent la ville. ▶



L'art est un facteur de vivre ensemble

Lorsqu'on partage une œuvre dans un même espace et un même temps, on est alors dans la communion entre les personnes. Un partage d'une émotion, un enthousiasme, au-delà des mots.

Internet favorise l'accès à l'art, il permet des ouvertures, des fécondations croisées, des métisages impensables pratiquement auparavant. Mais on est aussi la plupart du temps seul face à son écran, sans échanges. « L'individu se retrouve face à un grand tout. » Il est indispensable de faire dialoguer les choses pour qu'elles existent, d'avoir des médiateurs, des pédagogues, des éveilleurs, surtout si c'est une culture différente.

L'école doit être médiatrice pour l'art car on manque de médiateurs entre les individus et les œuvres d'art.

L'art est aussi lié à la matière. On ne crée plus avec la main, l'art nous remet dans nos sens et est un contrepoint salutaire d'un univers devenu conceptuel et mental.

Ville et Nature

Il est intéressant d'observer ce rapport entre la ville et la nature, on est passé de l'opposition ville/campagne à des cités-jardins, au retour de la nature en ville. Parmi les 13 projets sélectionnés par Anne Hidalgo pour réinventer Paris, on constate souvent que la nature est systématiquement là. On ne peut être citadin sans nature en ville, les parcs sont là pour nous le rappeler. Les parcs sont par excellence des lieux démocratiques de rencontre.



Claude Monet, *La gare Saint-Lazare*, 1877

La fête et le besoin de rituel

Les fêtes dans les villes sont indispensables. Il n'y a pas de lois qui tiennent sans instances transgressives.

On vit dans des sociétés déritualisées et nous avons besoin de réintroduire des rituels pour structurer le temps, fédérer.

Un besoin existentiel de s'exprimer

La ville est multiculturelle et le maire doit reconnaître la capacité des cultures à la construction du projet de la ville, sinon elles vont affirmer leur présence en détruisant. On ne peut pas faire vivre les communautés que si on comprend, qu'elles ont chacune quelque chose à apporter à la communauté, à la création collective. Yvon Saint-Arnaud prêtre et psychologue Québécois nous dit que le besoin d'être auteur est beaucoup plus profond que le besoin d'être aimé.

Le street art crie ce besoin de s'exprimer. Il fait apparaître du

sens et de l'esthétique dans la ville, là où il n'y en a pas ou plus. Banksy rappelle que Steve Jobs est le fils naturel d'un syrien sur les murs de Calais en France.

Le maire, directeur d'un atelier d'artiste

Le maire est un détecteur de talent et rassembleur. Il nous dit qu'être ensemble dégage une énergie et une créativité. C'est un patron d'atelier qui rappelle aux citoyens qu'il est bon de vivre et de travailler ensemble. La start-up est l'atelier d'artiste de notre temps.

Le maire est un artiste. Pour rassembler et dynamiser, il développe une vision, c'est-à-dire une distance avec la réalité qui permet une vue d'ensemble. Il envisage un avenir qui n'est pas encore. Cette vision est dynamique et en interaction avec les communautés.

Le maire est un leader tisserand, sa vision esthétique fédère et invite les communautés à la construction du projet commun, ce projet est fait d'images de métaphores plus que de chiffres. ◀



La fête du Burning Man reconstitue une ville en plein désert américain pour transgresser les codes, se défouler et brûler un géant de bois dans un rite archaïque.



Banksy rappelle que Steve Jobs est le fils naturel d'un syrien sur les murs de Calais.



Roger II de Sicile arrive de Normandie, en 1130 à Palerme. Il comprend l'importance de la participation de toutes les cultures à un projet commun et crée une chapelle palatine décorée par toutes les cultures.



© Droits réservés

Blondin Cissé

Biographie :

Dr Blondin Cissé est diplômé de l'université Paris Diderot-Paris 7 en philosophie et science politique. Chercheur au Laboratoire du Changement Social et Politique (LCSP) de Paris 7, il y a enseigné la philosophie politique de 2009 à 2012. Actuellement, il est enseignant-chercheur à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal, au Centre d'étude des religions (CER), où il coordonne l'Observatoire des sociétés civiles africaines du Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs/Afrique-Diaspora (LASPAD). Sa réflexion porte essentiellement sur l'espace public politique (H. Arendt) et sur la philosophie islamique (M. Iqbal). Membre de divers comités scientifiques, il a notamment publié : *Confréries et communauté politique au Sénégal : pour une critique du paradigme unificateur en politique*, L'Harmattan, 2008 ; « Islam, identité et constructions anthropologiques au XIX^e siècle : de quelques figures du musulman », *Présence africaine*, n° 179-180, 2010 ; « La problématique de la renaissance africaine dans le Consciencisme de Nkrumah », *Présence africaine*, n° 185-186, 2012 ; « L'espace public ou le lieu de la construction déconstructive », *Sens public, Cahiers 15-16*, 2013 ; « Espace public et sujet politique au Sénégal : de l'espace confrérique à la communauté politique », Éditions de Tombouctou/IRD, 2014 ; « Réinventer la tradition islamique ! », CODESRIA, 21015.



Fille écolière

Réinventer le vivre-ensemble : les ressources africaines et arabo-islamiques

*Libère-toi d'un espace trop étroit.
Celui qui a échappé aux liens de toutes les dimensions
S'étend, comme le ciel, dans toutes les directions.
Le parfum de la rose, en se séparant d'elle,
S'enfuit et se répand dans le jardin.
Toi, resté paralysé dans un coin de la prairie,
Comme le rossignol, tu te contentes d'une seule rose !*
(Iqbal, 1989 : 181)

La question qui agite les démocraties modernes peut s'énoncer ainsi :

Comment créer les conditions d'émergence d'un vivre-ensemble fondé sur l'existence d'un sujet déterritorialisé, c'est-à-dire affranchi de tout ancrage privatif qui le confinerait dans un espace clos, aux antipodes de l'agir politique ? L'espace public s'énonce, donc, comme le lieu d'une désidentification par laquelle le sujet accède

à un espace d'activité inscrit dans l'horizon d'un monde commun ; ainsi que l'écrit le philosophe français, Étienne Tassin :

« La question devient alors la suivante : comment l'activité politique où s'affirme un sujet politique non identitaire peut-elle, à partir d'un espace public non communautaire, instaurer un monde commun susceptible d'accueillir des individus et des communautés relevant de processus d'identifications différentes, voire incompatibles ? »

(Tassin, 1997 : 133)

Dans cette contribution, notre objectif est de restituer quelques trajectoires de la subjectivité (politique) d'une part, à partir des ressources propres à la philosophie africaine à travers la pensée du théoricien sénégalais de la Négritude, Léopold S. Senghor, du philosophe ghanéen Nkwamé Nkrumah, et du philosophe camerounais Marcien Towa, et d'autre part dans la perspective du philosophe poète indo-pakistanaï, Muhammad Iqbal.

Lectures africaines du vivre-ensemble : de la complémentarité à l'aliénation de soi

La pensée de Senghor (1906-2001) se déploie à partir d'une relecture africaine du Marxisme et de son modèle, le socialisme. Fondé sur le concept de Négritude qu'il définit comme l'« ensemble des valeurs de civilisation du monde noir », le socialisme de Senghor est une adaptation critique aux conditions de l'Afrique d'une expérience politique européenne. Mais si le socialisme de Senghor trouve son fondement à la fois dans l'affirmation de l'homme noir et la libération de son continent, sa pensée se conçoit dans une philosophie de la complémentarité fonction-

nant selon la double exigence de l'enracinement dans le Nous, c'est-à-dire les traditions négro-africaines, et de l'ouverture à la modernité qui est l'Autre. Dans *Nation et voie africaine du socialisme*, Senghor décline son projet :

« Il s'agit d'insérer notre nation non seulement dans l'Afrique d'aujourd'hui, mais encore dans la civilisation de l'Universel qui est à édifier. Celle-ci sera une symbiose des éléments les plus féconds de toutes les civilisations » (Senghor, 1964 :107).

Selon Senghor, il s'agit de se développer et d'encourager le dialogue des nations afin de constituer la civilisation panhumaine dont la pertinence lui est conférée par la pluralité de ces composantes. Autrement dit, si cette visée ►



panhumaine ne peut s'exprimer que sur le mode d'une adaptation des réalités négro-africaines aux exigences du monde moderne, la nécessaire intégration des apports politiques, économiques et sociaux de l'Europe demeure, selon Senghor, une exigence épistémologique du socialisme africain.

Contrairement à l'analyse critique de Senghor prônant une redécouverte du Marxisme, celle de Nkrumah (1909-1972) va déboucher sur une nouvelle idéologie pensée à partir de la nouvelle situation de l'Afrique, le Consciencisme. C'est ainsi que Nkrumah divise la société africaine en trois classes :

- Une classe très ancrée dans les valeurs africaines, fidèle à notre genre de vie traditionnel.
- Une classe représentant la présence en Afrique de la tradition musulmane.
- Enfin celle représentant la tradition chrétienne et la civilisation de l'Europe occidentale.

Par conséquent, le Consciencisme aura alors pour tâche fondamentale de synthétiser l'histoire de l'Afrique traditionnelle à l'expérience musulmane et eurochrétienne. Ce point est essentiel dans la pensée du philosophe ghanéen, puisque, selon lui, la séparation et l'opposition de ces trois classes conduisent inévitablement à une schizophrénie sociale aux antipodes de la libération et du développement de l'Afrique. C'est ainsi qu'il définit sa philosophie comme l'ensemble, en termes

intellectuels, de l'organisation des forces qui permettent à la société africaine d'assimiler les éléments occidentaux, musulmans et eurochrétiens présents en Afrique et de les transformer de façon qu'ils s'insèrent dans la personnalité africaine. (Nkrumah, 1972 : 86). Une fois assimilés, ces différents éléments devraient être utilisés en vue de permettre le développement harmonieux de la société africaine sur la base d'une philosophie rendant compte des nouvelles métaphores de cette société.

Amplifiant la perspective de Nkrumah qui s'énonce comme une manière de concilier les termes de la contradiction (Nous/l'Autre, Tradition/Moderne...) dans un dépassement qui permet d'assumer, Towa (1931-2014), réfléchit sur la situation de l'homme africain dans le monde moderne et constate son absence de liberté. Mais contrairement à ceux qui imputent la faute aux autres, il affirme que la servitude de l'Africain se pose uniquement dans son rapport avec lui-même et non dans son rapport avec l'Autre. Se situant, alors, aux antipodes du différentialisme, Towa prône la théorie de la ressemblance dont la réalisation suppose que l'Africain sorte de sa particularité pour s'élever à l'universel. Si le dépassement du dilemme se règle en termes de dépassement et d'altération, l'enjeu de cette ressemblance à autrui est donc, selon Towa, de relever positivement le destin politique et économique de l'Afrique.

Tradition(s) arabo-musulmanes et cosmopolitisme : de la philosophie du vagabondage

À l'opposé de la tradition savante réformatrice plus préoccupée à défendre l'orthodoxie musulmane en prônant un retour aux sources de l'Islam, existe une tradition de la réforme qui, en substituant à la culture de la pétrification, une pratique de la déliaison met en exergue la dynamique intellectuelle qui a permis à la civilisation musulmane d'être en avance sur le reste du monde pendant près de sept siècles tant sur le plan scientifique que culturel grâce à une démarche d'assimilation syncrétique sans aucun lien particulier avec une religion donnée : la culture arabo-islamique est une civilisation du vagabondage qui s'est constituée par emprunt à la culture grecque, persane, à l'Hindouisme, au Judaïsme, au Christianisme etc. La redécouverte de cette tension cosmopolitique de l'Islam constitue l'un des aspects essentiels de la philosophie de Muhammad Iqbal (1877-1938) qui assimile l'« exaltation de l'appartenance » à une véritable servitude enfermant le sujet en diminuant sa puissance d'agir puisque, substituant au mouvement d'invention de soi, au procès de « devenir-personne », qui est l'identité humaine même, des manières préétablies de vivre et de penser (Diagne, 2001 : 67).

Cette exaltation et cette servitude sont pour le philosophe poète

comme le péché suprême de l'idolâtrie, d'où la signification de ces propos d'Iqbal :

*Brise toutes les idoles de la tribu et de la caste
Brise les antiques coutumes
qui enchaînent les hommes*
(Iqbal, 1964 : 122)

Le processus de « devenir-personne » ne peut s'enclencher qu'au regard d'une instance dont la caractéristique fondamentale est la mise à distance qu'elle effectue par rapport à toute logique d'embridement ou de revendication identitaire qui risquerait d'occulter la double ambition de sa nécessaire dé-communautarisation, à savoir :

- l'achèvement d'un monde dans une perspective cosmopolite,
- et l'invention permanente du soi.

Ce processus est inscrit au programme de ce qu'on pourrait appeler une philosophie du vagabondage, que l'auteur du Message de l'Orient laisse transparaître dans ces vers :

*Tu n'es pas encore libéré
des liens de l'eau et de l'argile (...)
Le cœur vagabond ne
supporte pas de demeurer
sur place
Et ne se contente pas de
l'eau, du feu, de l'argile.
Ne t'imaginer pas qu'il
repose dans le corps :
C'est une mer qui ne se
laisse captiver par aucun
rivage* (Iqbal, 1936 : 66)

Dès lors, on peut affirmer que la politique, le « savoir » qui se rapporte à la cité, ne peut s'enclencher qu'à partir du moment où elle envisage la polis comme cosmopolitique, c'est-à-dire comme un monde commun tirant son sens de l'hétérogénéité des communautés d'appartenances dont la transcendance en vue de ce monde n'implique pas la négation du particulier. Dans cette perspective, si l'espace public ne peut être pensé que dans l'institution d'un lieu dont le fondement est le rapport permettant à toutes les communautés particulières d'accéder à une visibilité politique, condition de l'existence du monde commun, il reste qu'une cosmopolitique est à envisager non pas au sens d'une mondialisation des rapports humains ou de l'institution d'une société universelle, mais au sens où les républiques sont les lieux d'un monde commun possible (Tassin, 1996 : 551).

Apparaît ainsi, l'un des rôles essentiels que doivent jouer les élus locaux dans la promotion et la consolidation d'une politique d'émancipation susceptible d'offrir dans les villes, véritables laboratoires d'expérimentation de la diversité culturelle, un cadre d'expression aux cultures africaines, arabo-islamique ou autre, en un mot aux héritages pluriels éclatés qui participent non seulement à l'identité des groupes dits « autochtones », mais sont aussi porteuses de nouvelles possibilités de sens pouvant permettre de renouveler les paradigmes du vivre-ensemble. ◀

“ Muhammad Iqbal assimile l'exaltation de l'appartenance à une véritable servitude enfermant le sujet en diminuant sa puissance d'agir ”

¹ Période renvoyant à l'Âge d'or de l'Islam (VIIIe-XIe siècles) qui s'est traduite par la mise en place d'une infrastructure technoscientifique commencée par la dynastie des Omeyyade (661-750) pour atteindre son apogée sous le règne des Abbassides (750-1258).



Perceptions et repères objectifs sur le vivre-ensemble

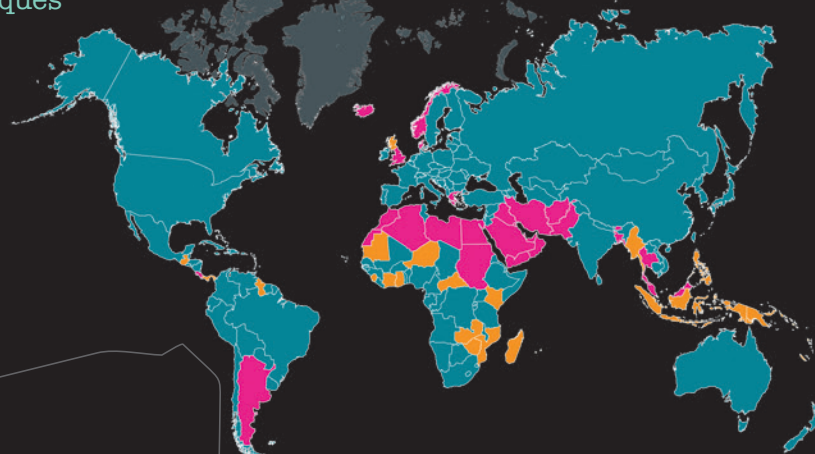
IAU-DELÀ DE NOTRE PERCEPTION INDIVIDUELLE, QUELQUES REPÈRES ET DONNÉES SUR LE VIVRE-ENSEMBLE. I

Dans le monde

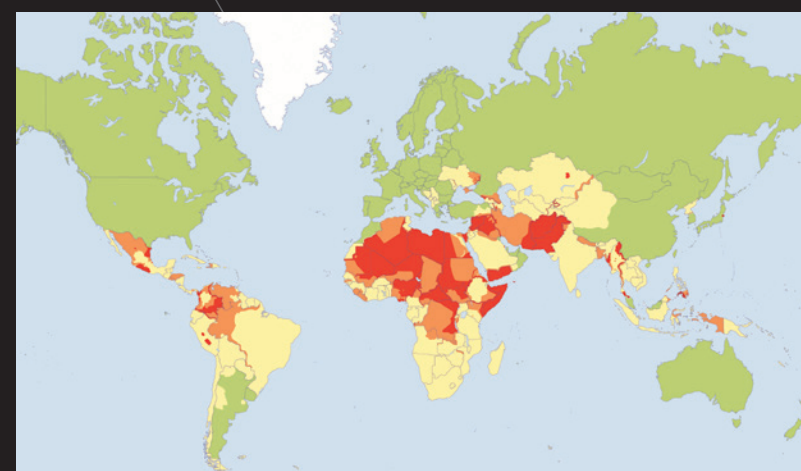
Religions d'États - États laïques

Les pays qui ont une religion d'État sont la plupart du temps des pays islamiques, mais pas que, puisque l'Angleterre, la Norvège, l'Islande, l'Argentine... ont aussi une religion d'État. Certains pays non cités sur la carte ont des influences religieuses importantes dans leurs choix politiques.

- État laïque ou séculier
- Religion d'État
- Ambigu ou aucune information



Conflits dans le monde, la carte des zones dangereuses



Conflits armés, risques terroristes et affrontements frontaliers, quelles zones faut-il éviter de traverser ?

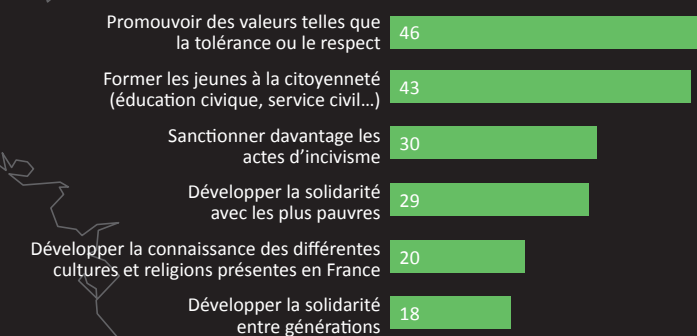
- Formellement déconseillé
- Déconseillé sauf raison impérative
- Vigilance renforcée
- Vigilance normale

Source : Ministère des Affaires Étrangères, décembre 2015

En France

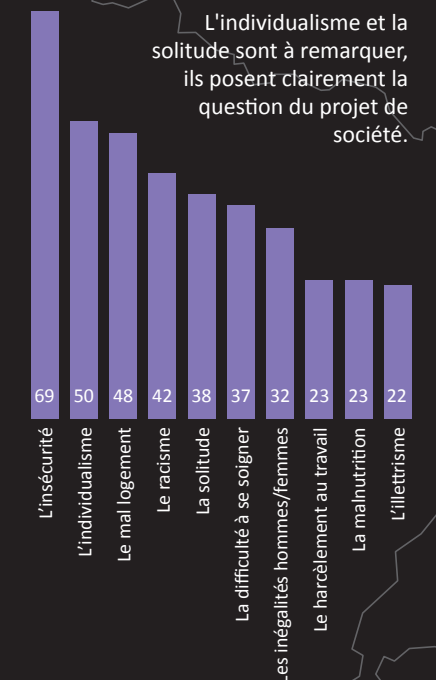
Qu'est-ce qui favorise le vivre-ensemble ?

Le maire et ses équipes peuvent être acteurs à tous les niveaux des réponses proposées

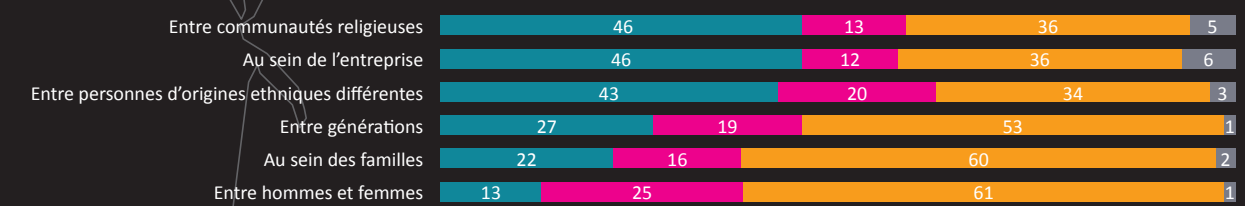


Le rapport à l'autre, via la solitude, l'insécurité ou l'individualisme

Quels sont, selon vous, les problèmes les plus répandus dans la société d'aujourd'hui ?



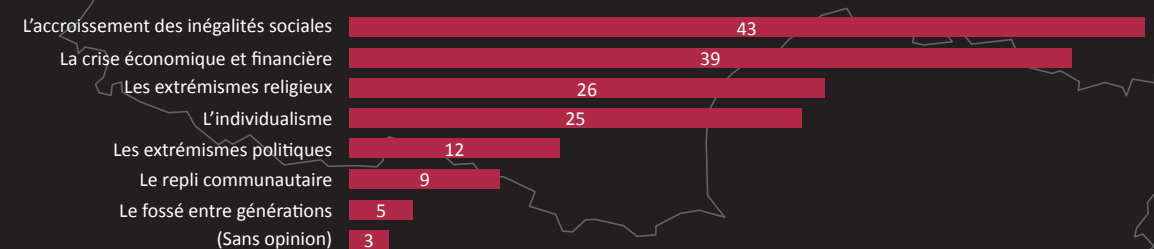
Évolution des relations entre différents groupes sociaux



Clairement les relations entre les communautés religieuses, au sein de l'entreprise et entre personnes d'origines ethniques différentes se dégradent. Les relations de base entre générations, au niveau de la famille sont stables voire s'améliorent.

- Se détériore
- S'améliore
- Reste stable
- Sans opinion

Principales menaces au vivre-ensemble



Les inégalités sociales et la crise économique sont largement devant les extrémismes religieux, jamais aussi peu de personnes ont détenu une si grande richesse.

Source : IPSOS- (nov. 2011)

Sagesse du monde

L'élément tragique pour l'homme moderne, ce n'est pas qu'il ignore le sens de sa vie, mais que ça le dérange de moins en moins.

Vaclav Havel

Traitez bien la Terre. Elle ne vous a pas été donnée par vos parents, elle vous a été prêtée par vos enfants. Nous n'héritons pas la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants.

Chef Ponca Aigle Blanc

Quelquefois, je me demande si les hommes et les femmes sont faits pour vivre ensemble. Peut-être qu'ils devraient se contenter d'être voisins et de se rendre visite de temps à autre.

Katherine Hepburn

Notre vrai désir, c'est de cesser de vivre exclusivement pour nous-mêmes.

Saul Bellow

La francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de nous.

Gilles Vigneault

Au-delà de la compétition, la vie est aussi une terre d'alliance, de coopération et de gratitude mutuelle.

Boucar Diouf

Fais en sorte que chacun soit plus heureux après t'avoir rencontré.

Mère Térésa

Pour vivre ensemble, il faut une brassée d'amour et une pincée d'humour.

Roger Etchegaray

Le désarmement extérieur passe par le désarmement intérieur. Le seul vrai garant de la paix est en soi. « Tensig Gyatso »

Dalai-Lama

Tu n'as qu'une vie, emploie-la à rendre légère celle de tes voisins.

Félix Leclerc

Si l'homme construit les routes, la femme trace les chemins.

André Lévy

Tu n'as qu'une vie, emploie-la à rendre légère celle de tes voisins.

Félix Leclerc

Aimer, ce n'est pas se regarder l'un l'autre, c'est regarder ensemble dans la même direction."

Antoine de Saint-Exupéry

Apprendre à vivre ensemble, cela devrait faire l'objet d'un cours

Hervé Bazin

Tout espace de certitude est un espace de mort, car il annule toute possibilité de transformation.

Carlos Buby

O, Grand Esprit, aide-moi à ne jamais juger un autre avant d'avoir chaussé ses mocassins pendant au moins trois lunes.

Sagesse Amérindienne

Le tourment des hommes ne vient pas des choses, mais des idées qu'ils ont des choses.

Epictète

Le malentendu est la forme la plus fréquente de communication entre les hommes.

Peter Benary

Vivre simplement pour que simplement d'autres puissent vivre

Gandhi

Ce n'est que si j'ai de la bienveillance envers moi-même que l'autre pourra se sentir bien auprès de moi.

Anselm Grun

Les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts.

Isaac Newton

Pourquoi et comment nous fions-nous si facilement à ce jugement que nous portons sur autrui avant qu'aucune parole ne soit échangée, aucune explication donnée ? Tout se passe comme si, croyant connaître la vérité, nous nous fermions à la possibilité de l'entendre, tant est puissant le besoin de nous en tenir aux apparences, ou plutôt tant est grande la hâte que nous avons de savoir à quoi nous en tenir.

Lytta Basset



© Droits réservés

Mahamadé SAVADOGO

Biographie :

Né le 28 juin 1963 à Ouahigouya au Burkina Faso. Agrégé de philosophie en 1988, docteur de l'Université Paris IV Sorbonne en 1992. Professeur titulaire depuis 2002, enseigne la philosophie morale et politique ainsi que l'histoire de la philosophie moderne et contemporaine à l'Université de Ouagadougou. Actuellement Directeur de l'École doctorale Lettres, Sciences Humaines et Communication de l'Université de Ouagadougou, Directeur de Publication de la revue "le Cahier Philosophique d'Afrique" fondée en 2002 et Coordonnateur National du mouvement des intellectuels du Manifeste pour la Liberté. A publié à ce jour, une dizaine d'ouvrages dont les plus récents sont : Penser l'engagement en 2012, Philosophie de l'action collective en 2013 et Théorie de la création. Philosophie et créativité en 2016, parus chez l'Harmattan.

Récentes leçons d'Afrique sur le vivre-ensemble

Wa tiid ziindi ya wa tiid zabè *



La Maison du Peuple à Ouagadougou.

I LES PROFONDS CHANGEMENTS NAISSENT EN DEHORS DU JEU POLITIQUE INSTITUTIONNEL. LORSQU'UNE INSURRECTION SE DÉCLENCHÉ CONTRE UN POUVOIR NÉFASTE, UN ENTHOUSIASME COLLECTIF VOIT LE JOUR QUI STIMULE LE VIVRE-ENSEMBLE ET AMÈNE LES CITOYENS À DEVENIR ACTEURS DE L'ÉVOLUTION DE LEURS COLLECTIVITÉS. I

Par **Mahamadé Savadogo**

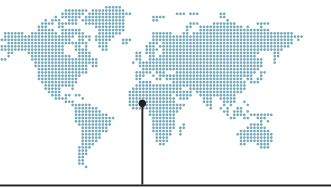
Directeur de l'École doctorale Lettres, Sciences Humaines et Communication de l'Université de Ouagadougou

Quels enseignements pouvons-nous retenir des récents grands événements survenus sur le continent africain pour penser le vivre-ensemble ?

Il s'impose que, pour répondre à cette question, il convient de commencer par s'accorder sur ce qu'il faut appeler les récents grands événements intervenus sur le continent africain. La période courant de la fin de l'année 2015 au début de l'année 2016 est marquée, en Afrique, par de nombreuses élections. Ces élections constituent, cependant, des événements politiques d'une portée manifestement réduite. On en est encore à se féliciter, quand elles se déroulent dans des conditions relativement transparentes et s'achèvent par des résultats acceptés par toutes les parties prenantes. La faiblesse des taux de participation, le poids de l'argent dans

les campagnes électorales ainsi que l'emprise des réseaux traditionnels de pouvoir dressent des limites qui encadrent le jeu électoral. Si bien que, lorsque des élections se couronnent par un changement de dirigeants, par une alternance formelle, elles sont saluées comme un événement politique exceptionnel. Mais, il ne faut pas oublier que, même l'alternance des sensibilités politiques à la tête de l'État, que beaucoup d'analystes présentent comme un indice de modernisation politique, aboutit, quant au fond, à éloigner la perspective d'un changement de société par le jeu électoral ainsi que le montrent les exemples des pays d'Europe ou d'Amérique. Là-bas aussi, les dynamiques qui sont susceptibles d'apporter de profonds changements dans la société naissent toujours en dehors du jeu politique institutionnalisé. ►

* Littéralement « vivons ensemble implique battons-nous », dicton mossi du Burkina Faso.



N'est-ce pas, pourtant, ce jeu-là qui est à considérer comme la meilleure forme d'organisation du vivre-ensemble dans la vie politique contemporaine ?

Lorsque l'on parle, aujourd'hui, du vivre-ensemble, on ne peut s'empêcher de retrouver derrière cette expression, soit la nostalgie d'un âge perdu ou, au contraire, l'espoir d'une harmonie à conquérir par-delà les vicissitudes du présent. Le vivre-ensemble suggère la réunion d'une diversité d'individus dont les différences ne les empêchent pas de partager un projet commun, de se sentir appartenir à une même communauté. Certes, il n'est pas attendu de cette communauté qu'elle s'élève sur un fondement reconnaissable, objectivable, qui pourrait être le sexe, la religion, la langue ou, encore moins, une condition sociale ou une conviction idéologique, mais, il demeure que le vivre-ensemble est censé susciter un sentiment d'appartenance engendrant une exigence de solidarité, aussi minimale soit-elle. Les facteurs de regroupement entre les individus, ci-dessus entrevus, recèlent, des sources de conflits que le lien constitutif du vivre-ensemble devrait aider à surmonter. Aussi, l'État, en tant qu'ensemble d'institutions chargées de la direction d'une collectivité humaine, réunissant différentes catégories sociales, est-il perçu comme la conscience, le guide du vivre-ensemble. Les élections constituent la manière

consacrée de désigner les dirigeants de l'État, les guides du vivre-ensemble. Le vivre-ensemble, que coordonnent les institutions étatiques, se scinde en des niveaux de proximité impliquant une solidarité dont les responsables sont, à leur tour, à choisir par voie électorale. Tel est le rôle dévolu aux collectivités territoriales dont l'installation, à travers les processus de décentralisation, se révèle une médiation incontournable pour édifier des niveaux de vivre-ensemble participant à la consolidation du grand ensemble dirigé par l'État. La tenue des élections est ainsi, en principe, un grand moment dans la conduite du vivre-ensemble car elle donne l'occasion de changer les dirigeants jugés mauvais et de confirmer, au contraire, les bons.

Pourquoi donc ne pas accorder une grande importance aux dernières élections en Afrique ?

La représentation du vivre-ensemble, aux contours tantôt esquissés, qui y voit des rapports sociaux soumis à des règles acceptées par les membres d'une collectivité par-delà leurs conflits et permettant un renouvellement régulier de ces dirigeants, a été ébranlée à travers d'importants événements survenus récemment sur le continent africain. Il ne faudrait pas s'empresse de voir, derrière cette remarque, une allusion aux attentats terroristes qui ont frappé certains pays d'Afrique. Incontestable-

ment, ces actes de violence aveugle demeurent gravés dans les mémoires collectives. Mais, non seulement ils ne touchent pas uniquement l'Afrique, mais surtout, en général, ils provoquent spontanément un élan de solidarité des citoyens indignés, autour de leurs dirigeants, par-delà les conditions de leur élection, pour résister contre des agressions lancées par des groupes de fanatiques. En Afrique comme en Europe, les attentats terroristes suscitent des élans de solidarité qui entretiennent le lien caractéristique du vivre-ensemble. La menace délibérée contre le vivre-ensemble conduit, paradoxalement, à le consolider. Le sentiment d'appartenance se nourrit de la découverte de sa propre fragilité, de la conscience de sa vulnérabilité.

Il reste, cependant, que cette consolidation de la solidarité face au terrorisme s'avère dictée par la peur, sous sa forme la plus instinctive qui soit, la peur de la mort violente. Elle ne stimule pas la joie de vivre mais dissimule, au contraire, la crainte de l'autre, la méfiance à l'égard de la différence perçue comme une menace potentielle. En clair, les effets qui découlent des agressions terroristes, pour le vivre-ensemble, ne sont pas progressistes ; ils se greffent autour de la peur de la mort et se traduisent souvent par des mesures sécuritaires réduisant les libertés des citoyens, freinant leur épanouissement et

restreignant, en définitive, leur joie de vivre. La solidarité face à la violence terroriste exprime, certes, une colère générale mais elle est incapable de se transformer en enthousiasme collectif. Seul l'enthousiasme collectif stimule positivement le vivre-ensemble, lui suggère de grands projets d'avenir.

Quels récents événements en Afrique ont bien pu susciter de l'enthousiasme collectif ?

La réponse à cette dernière question n'est pas bien difficile à trouver : il s'agit de l'insurrection populaire survenue au Burkina Faso en fin octobre 2014, suivie de la résistance contre le putsch du 17 septembre 2015, événements précédés par les soulèvements populaires contre les dictateurs en Tunisie et en Égypte en 2011. Voir dans une insurrection populaire un événement positif dans la construction du vivre-ensemble ne manquera pas, d'abord, de surprendre. L'insurrection est, en effet, un mouvement collectif de protestation qui provoque des destructions de biens, des dégâts matériels, et, surtout, des victimes, engendre des morts. Au Burkina Faso, des biens de dignitaires favorables à Blaise Compaoré ont été saccagés et des manifestants révoltés contre lui, tués. Et pourtant, l'insurrection est tenue par beaucoup de citoyens Burkinabé pour un acte salutaire. Elle a suscité un élan collectif jamais

égalé dans le pays et des réactions de soutien à travers le monde. Elle a révélé aux Burkinabés qu'ils partagent un sort commun, forment une communauté. Cette communauté ne se fonde pas sur le sexe, la religion, la langue, la condition sociale ou la conviction idéologique. Par-delà ces facteurs qui les opposent, dans les villes aussi bien que les campagnes, les Burkinabés se sont dressés pour rejeter un régime politique oppressant. Il est connu que le nombre de Burkinabés sortis sur tout le territoire est, de loin, supérieur à ceux qui étaient inscrits sur les listes électorales. Cette mobilisation générale s'est répétée, en s'amplifiant, à l'occasion de la résistance contre le putsch du 17 septembre 2015 conduit par le Général Diendéré. Partout, dans les provinces notamment, pendant que Ouagadougou, la capitale, subissait les assauts répressifs meurtriers des soldats du R.S.P., les populations s'organisaient en des comités de résistance comprenant des syndicats, des organisations de défense des droits de l'homme, différents types d'organisations de la société civile et des partis politiques. Ces comités ont envahi les casernes et pousser les unités militaires à se décider à marcher sur Ouagadougou pour déloger le régiment putschiste. Des foules acclameront les unités militaires tout au long de leurs mouvements, à l'aller, comme au retour dans leurs bases. L'enthousiasme collectif, la joie de lutter ensemble, qui s'est

propagée à l'occasion de ces deux événements que sont l'insurrection populaire et la résistance contre le putsch, reste inoubliable. Il entraîne, par la suite, les citoyens à se passionner pour l'évolution de leur collectivité, à s'ériger en acteurs de leur destin. L'insurrection populaire a réuni les citoyens d'un pays face à un ennemi du moment, qui, dans le cas du Burkina, a été chassé. L'unité de la collectivité politique s'est renforcée à l'occasion de cet événement, la solidarité constitutive du vivre-ensemble est devenue une expérience vivante. En somme, l'insurrection a montré que le vivre-ensemble, au-delà de la soumission à une autorité, se consolide aussi par la contestation, l'expression du mécontentement populaire.

Cette leçon est-elle vraiment nouvelle ?

Il est vrai que des événements marquants des temps modernes, tels que la Révolution française de 1789 et la Révolution bolchevique de 1917, avaient déjà apporté cet enseignement. Mais, la chute du mur de Berlin, a été perçue, avec empressement, comme le moment de son invalidation. Le mérite des deux grands événements survenus récemment au Burkina Faso consiste à rappeler que, jamais, le monde ne sera trop vieux pour changer. Redécouvrir une telle leçon n'est-il pas salutaire pour l'avenir de l'humanité dans son ensemble ? ◀



Vivre ensemble, en ville

Par Marc Dumont

Urbaniste, professeur des universités

IL TOUT PROJET DE VIVRE-ENSEMBLE, EN VILLE, NE PEUT FAIRE L'ÉCONOMIE D'UN CONSTAT LUCIDE SUR LES LOGIQUES SOCIALES, CULTURELLES ET TRANSNATIONALES QUI FAÇONNENT AUJOURD'HUI LA NATURE DE LA PLUPART DES VILLES ET DES MÉTROPOLIS DANS LE MONDE. IL

Un monde urbain bouleversé

Les urbanistes ont-ils réellement encore quelque chose à dire et à faire pour « le » vivre-ensemble ? L'histoire témoigne à leur égard d'un certain passif en la matière. Par leur volontarisme et une arrogance certaine, le courant moderniste des années 1930 aux années 1970 a contribué activement à dévaster ce que des siècles d'his-

toire urbaine avaient patiemment tricoté. Il a activement participé dans l'ensemble des villes du monde, à dissocier par l'automobile l'urbanité (rencontres) de la mobilité (circulation), à organiser la ville comme coexistence de secteurs spécialisée (habitat, zones commerciales et d'activité, secteurs d'affaire) vivant une partie de la journée ou de la semaine plutôt que comme entremêlement vivant permanent, ou encore à réduire la

complexité de la vie sociale à une poignée de besoins fondamentaux valables universellement (dormir, travailler, se distraire) auxquels répondrait harmonieusement la conception de bâtiments standardisés.

C'est ce basculement radical vers un monde urbain nouveau dont a su efficacement rendre compte le regard du cinéaste Jacques Tati, exprimant autant les univers déshumanisés des

aéroports et immeubles tertiaires (*PlayTime*) que les mondes clos et standardisés de la vie entre soi plutôt qu'ensemble des lotissements (*Mon oncle*). Les effets de ces choix et modèles ont été redoutables et il s'est avéré très difficile de s'en extraire. Les affres des visions du modernisme architectural et urbain pèsent aujourd'hui encore durablement sur la manière dont se pose toute perspective de vivre-ensemble, au moment où le développement

durable réhabilite le mélange, la mixité, la diversité. Des secteurs entiers, quartiers de grands ensembles, conçus comme les voies libératrices du progrès, s'en sont révélés en réalité comme les voies sans issues enserrant leurs populations dans des spirales négatives. Ils sont devenus les formes les plus emblématiques des risques de fragmentations pesant sur la vie sociale dans les grandes villes. Il est d'ailleurs assez fascinant d'observer la

rapidité de la généralisation de ce modèle des « grands ensembles » et des lotissements, comme les deux faces d'une même pièce de monnaie, à l'échelle de la planète, en seulement quelques décennies. Pendant que d'autres villes connaissent les mêmes effets, mais liés quant à elles aux clivages hérités de la dualité entre la ville coloniale et la ville traditionnelle. À cela s'est ajoutée la nouvelle donne de la mondialisation qui s'est accélérée à partir des ▶



Marc
DUMONT

Biographie :

Marc Dumont est urbaniste, docteur en aménagement urbain, il est également professeur des universités en urbanisme et aménagement à l'Université Lille 1. Il a notamment publié *La clé des villes* (2007, Le Cavalier Bleu) et *Les nouvelles périphéries urbaines* (2010, PUR). *La géographie. Lire et comprendre les espaces habités* (2008, Armand Colin). Marc Dumont est particulièrement intéressé par la question de la mobilité.



“ À la spécialisation des espaces voire à la fragmentation s'est donc ajoutée l'extrême complexité d'une diversité sociale renforcée ”

années 2000. La mondialisation s'est traduite physiquement dans les espaces urbains par la multiplication de quartiers étanches les uns des autres quoiqu'étroitement interdépendants: la cité abandonnée, la cité branchée, la cité dominante, la cité gentrifiée, la cité des locataires, la cité des affaires... Mais la mondialisation est aussi entrée depuis une décennie dans une phase plus intense encore faite de mouvements massifs de peuplements dont sont à l'origine autant les contextes géopolitiques que l'organisation globalisée du marché du travail. Une multitude de cultures et d'identités très localisées et spécifiques, se sont retrouvées déterritorialisées de leurs pays d'origine et reterritorialisées dans les métropoles, fortement mêlées, hétérogènes. La question de la diversité culturelle au cœur des métropoles est devenue une question centrale, éminemment politique.

À la spécialisation des espaces voire à leur fragmentation s'est donc ajoutée l'extrême complexité d'une diversité sociale

renforcée, d'identités qui ont contribué autant de manières heureuses à cette « créolisation du monde » chère à l'anthropologue et écrivain Édouard Glissant, qu'à l'apparition de portion de métropoles fortement clivées, ethnicisées. Encore plus récemment, de manière nouvelle cette diversité et cette pluralité culturelle ont redoublé, voyant les territoires urbains traversés par des phénomènes aussi différents que la montée du radicalisme religieux, l'achèvement souvent brutal de l'ère industrielle et du monde rural, ou encore s'y juxtaposer des espaces d'hébergement de populations migrantes fuyant leurs terres d'origine en raison de violents conflits ou des conséquences des changements climatiques.

La force des espaces publics

Cette nouvelle physionomie sociale et spatiale des métropoles, sans commune mesure avec leur existence passée et les repères qui les fondaient, pour

aussi redoutables que soient les défis politiques qu'elle pose, ne doit pas empêcher de repartir sur des bases optimistes, constructives, mais aussi plus modestes.

Plusieurs voies, pas toujours les plus heureuses, s'offrent alors aux maires et décideurs en la matière. La plus courante est d'opter pour un modèle gestionnaire qui tend à s'imposer en urbanisme et dans les politiques urbaines, traitant de la ville comme de ses différents espaces comme d'une entreprise, avec une vision privatiste, sécuritaire et fonctionnelle de la vie sociale. Il existe pourtant des lieux urbains qui ne cessent de s'affranchir d'un tel modèle, révélant l'insatiable ingéniosité de la vie sociale: les espaces publics. Ceux-ci sont désormais devenus bien plus complexes et variés que les bonnes vieilles places patrimoniales des villes européennes. Interstices urbains, dalles, friches, parcs, centres commerciaux, rues, squares, berges de fleuves... les villes fourmillent de ces espaces de rencontres et de croisement à travers lesquels la vie urbaine se ressource et les différences se croisent et dont la vie redouble parfois au gré des grands événements spontanés ou plus organisés. Ce sont des lieux essentiels pour vivre-ensemble. Mais l'espace public n'est surtout pas qu'un support, matériel. C'est un lieu dans lequel les différences d'une société apparaissent et se confrontent. Trois dimensions permettent d'intervenir en particulier à travers lui sur le lien social: son ouverture (accès à tous/limité), sa régulation (auto-ajustements ou forts règlements), sa qualité et sa diversité (capacité à permettre le bien-être d'être ensemble, le ressourcement, le dépaysement).

“ Les villes fourmillent de ces espaces de rencontre et de croisement à travers lesquels la vie urbaine se ressource et les différences se croisent ”

Penser des espaces publics, c'est rechercher un équilibre toujours à redéfinir entre les contradictions inhérentes à la vie sociale: entre l'homogénéité et l'hétérogénéité sociale, entre l'ouverture et la fermeture, entre le tout interdit et le tout permissif, entre la possibilité de se poser et l'impératif de circuler, entre les plus jeunes et les plus âgés, entre les plus riches et les plus pauvres. L'espace public révèle ces contradictions au cœur du lien social mais il permet aussi d'agir sur elle: veut-on des espaces parfaitement pacifiés? Ou des espaces d'affrontements? Veut-on des espaces réservés à un seul usage, le bon usage codifié et officiel comme à Saifi Village à Beyrouth, ou des espaces laissés à l'arbitraire de l'absence de régulation? Veut-on des espaces conformes aux standards internationaux de la mondialisation comme au Geneva à Madinat Nasr, au nord-est du Caire, ou bien des espaces du repli identitaire?

Le politique a la capacité d'agir sur chacun de ces curseurs, espace après espace, pour chercher à y créer de la sécurité, de l'esthétique, mais aussi à y permettre l'hybridité, le frottement. Avec certitude, le politique gagnera toujours à accompagner des lieux moins programmés mais plus générateurs de lien social, plutôt qu'à surprogrammer des lieux qui seront désertés. Mieux vaut rechercher les voies réelles qui existent entre l'hyper-contrôle de lieux publics vitrines, et le laisser-faire d'espaces communs privés laissés à la libre-organisation privée. Il faut en effet arbitrer entre l'importation de modèles d'espaces publics à l'européenne et par trop figés, et le développement d'espaces d'initiatives culturelles locales.

Au défi d'une nouvelle civilisation urbaine

Ce qu'on nomme improprement « le vivre-ensemble » n'est pas un objet que l'on bricole ou arrange à sa manière, ou que l'on « gère » avec quelques recettes naïves à la clé. La vie sociale ne se prédit pas à renfort de règles et de règlements. Elle est faite d'ajustements réciproques autant que de principes de philosophie politique fondant la possibilité d'une vie commune et ce, malgré les différences et les distances qui séparent. Ce que l'on nomme aussi parfois en ville, la civilité. Vivre ensemble est une question profondément politique, celle de l'énigme de la coexistence sociale mise en récit, celle du sens et de la raison d'être que peut prendre le dépassement des différences aussi radicales soient-elles, celle de l'affirmation ou de la réaffirmation de principes fondateurs dans lesquels il doit être possible à tout un chacun de se reconnaître et à la source d'une possible coexistence sociale. Parmi ces principes, certains sont plus urbains que d'autres. Malgré l'usage de la manipulation de ces mots, citons la civilité – c'est-à-dire le respect autant des différences que des autres qui passe par leur acceptation malgré le constat de leur irréductibilité –, l'hospitalité qui rend intolérable et par tous les moyens possibles toute forme d'exclusion au lieu de se borner à la constater, ou encore l'humanité qui reconnaît à chacune et chacun sa dignité, son besoin vital de re-connaissance. C'est à ces défis-là, de civilisation urbaine, que les villes de demain ont à répondre et, dans une moindre mesure, le soin apporté à penser et organiser leurs espaces publics peut y contribuer. ◀



© Droits réservés

Christophe BÉCHU

Biographie :

Christophe Béchu est un homme politique français, maire d'Angers depuis avril 2014 après avoir été président du Conseil général de Maine-et-Loire. Il est également sénateur (Les Républicains) depuis octobre 2011. Élu dès 1995, à l'âge de 21 ans, il a présidé le Département de Maine-et-Loire pendant dix ans, de 2004 à 2014. À 29 ans, lors de son élection, il est alors le plus jeune président de conseil général en France. Député européen puis sénateur, il devient maire d'Angers après avoir remporté le scrutin avec plus de 54 % des suffrages. Dans la foulée, il est élu président de la communauté d'agglomération, qu'il choisit de transformer en communauté urbaine au 1er janvier 2016. Diplômé en sciences politiques et en droit (avec une spécialisation sur les collectivités locales), Christophe Béchu a été lauréat de l'examen d'entrée à l'École du Centre Ouest des avocats. Fêré d'histoire, notamment celle du xx^e siècle, il est marié et père de trois enfants.

ANGERS DONT LES PAYSAGES CULTURELS VIVANTS ONT ÉTÉ INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL ÉTABLIE PAR L'UNESCO EST, HISTORIQUEMENT, TOUT À FAIT INDIQUÉE POUR DONNER DU SENS À LA NOTION DE MIEUX VIVRE ENSEMBLE. LES POÈTES, LES CHÂTEAUX, LA PIERRE, L'ARDOISE, LA VIGNE, LES JARDINS, IMMORTALISENT UN CERTAIN ART DE VIVRE. LA DOUCEUR ANGEVINE A TRAVERSÉ LES SIÈCLES ET ELLE EST AUJOURD'HUI TRÈS TENDANCE, À L'HEURE DE LA MONDIALISATION DES ÉCHANGES ET DE LA COMMUNICATION VIRTUELLE. ELLE EST L'EXPRESSION D'UN RAPPORT AFFECTIF QU'UNE POPULATION ENTRETIENT AVEC SON TERRITOIRE ET SA VILLE. ELLE EST UN FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COHÉSION SOCIALE. ANGERS A BIEN COMPRIS QUE CETTE DOUCEUR « HARDIE ET CONQUÉRANTE », ÉTAIT UN ATOUT MIS AU SERVICE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE. DEPUIS 1974 AVEC BAMAKO ET, PLUS RÉCEMMENT, AVEC LES JOURNÉES FRANCOPHONES DE LA RECHERCHE EN SOINS ANIMÉE PAR LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE. I

Entretien avec Christophe Béchu Maire d'Angers

La solidarité, la coopération internationale, sont inscrites dans l'histoire de la ville. Comment un maire, président de Communauté urbaine et de président du Centre Communal d'Action Sociale, rapproche cette histoire de la notion de vivre-ensemble ?

Le vivre-ensemble est une thématique transversale dans l'action municipale. Elle s'impose à toutes et à tous. Et comme elle s'impose à chaque responsable municipal, il ne peut y avoir dans un conseil municipal un adjoint seul en charge du vivre-ensemble. Cette volonté de créer du lien est une obsession commune qui concerne toutes les grandes décisions, en matière d'urbanisme, de sport ou d'éducation.

Le vivre-ensemble n'est pas l'apanage du CCAS. Il est un état d'esprit qui se retrouve dans toutes les décisions : quand nous concevons un lotissement, la question du lien social doit être prise en compte dans la création d'espaces partagés, de

jardins publics. L'amélioration du vivre-ensemble est une question permanente avec, pour réponse, une qualité et une réelle capacité à favoriser la mixité culturelle. La réponse que nous apportons est essentielle car c'est un espace où nous vivons les uns avec les autres.

Mais dans le contexte socio-économique qui est le nôtre, avec le souci de rendre toujours plus efficace la dépense publique, ne craignez-vous pas un affaiblissement des concours destinés à faciliter le vivre-ensemble ?

Il s'agit, à travers cette politique, de ne pas transférer toujours plus de dettes à nos enfants. Mais, dans mon esprit, une gestion responsable des deniers publics n'est pas antinomique avec une démarche qui facilite le vivre-ensemble. L'efficacité d'une politique publique n'est pas liée à l'importance des crédits budgétaires qui lui sont attribués. Ainsi, dans le souci qu'a Angers d'améliorer ►

Richesse humaine
et mieux vivre
ensemble

“ Nous valorisons la solidarité, mais nous essayons d'éviter l'assistanat ”

l'efficacité de son action, il est nécessaire de penser à redéployer les subventions destinées aux associations. Mais l'approche est adaptée à chaque association. On ne peut mettre sur un même plan, une association qui absorbe l'essentiel de son budget dans le paiement de salariés et une association qui ne fonctionne qu'avec des bénévoles, dont la totalité de la subvention est investie dans un programme d'action, au service des citoyens. La qualité du vivre-ensemble ainsi offerte, n'est certainement pas la même. La démarche mise en œuvre doit donc être ajustée à chaque structure concernée et à sa contribution en matière d'amélioration du vivre-ensemble. L'association des « Blouses Roses » qui apportent une aide conséquente au personnel des hôpitaux et au mieux-être des malades, n'est pas comparable à celle des œnologues... Même si nous sommes tous très friands d'œnologie, dans cette belle vallée de la Loire.

Le choix est compréhensible, mais comment peut-on appréhender le vivre-ensemble et maîtriser son évolution alors que nous sommes en présence d'un concept très qualitatif ?

Je vous répondrai par un exemple très précis dont j'ai eu connaissance, à partir d'une petite ville alsacienne, et que j'ai mis en œuvre à Angers. Il s'agit de la journée citoyenne. Elle se situe au début du printemps et, à cette occasion, des citoyens s'inscrivent pour effectuer un travail d'intérêt général un dimanche choisi par la Ville. Les chantiers proposés sont très divers : propreté de l'espace public, soins à apporter aux animaux, création d'une soupe

solidaire à partir des invendus du marché... L'an dernier, 450 personnes s'étaient inscrites. Cette année, 650. J'espère que très bientôt nous franchirons le cap des 1000 personnes mobilisées ! Le citoyen devient acteur de la vie sociale pendant une journée. Le vivre-ensemble est donc bien un concept très concret, vécu par les citoyens et la presse qui en est le relais.

À Angers, j'ai aussi l'exemple de la création de maisons partagées dans lesquelles vivent des handicapés et des personnes valides disposées à donner du temps et de l'amitié (Maison Simon de Cyrène).

Ces exemples prouvent-ils que l'observation est un moyen de dynamiser l'action sociale ?

Je suis le président de l'ODAS, qui est l'Observatoire National de l'Action Sociale. Cet observatoire constitue un moyen incontestable d'amélioration de l'efficacité des politiques décentralisées publiques. D'abord parce qu'il permet de comparer et de se comparer. Ces éléments de comparaison constituent un appui très important pour le décideur public. Un tel outil permet aussi de copier et d'acclimater les bonnes pratiques identifiées ailleurs. Par exemple en matière de lutte contre les préjugés qu'ils soient ou non religieux, pour tisser des liens entre les générations...

La seconde idée est que l'observatoire promeut la réciprocité : nous valorisons la solidarité, mais nous essayons d'éviter l'assistanat. Notre objectif est de préserver la dignité de la personne humaine à travers la solidarité. Il s'agit, dans cette démarche, de trouver

la bonne manière pour donner à chacun une responsabilité sociale. Nous avons eu l'idée, à Angers, d'expérimenter un soutien aux jeunes ayant des difficultés pour financer leur permis de conduire. Ils doivent donner une heure de service citoyen contre une heure d'apprentissage de la conduite automobile. Ces jeunes personnes ont donc la possibilité de suivre des cours de conduite en offrant, en contrepartie et par exemple, la distribution de repas aux personnes fragiles en donnant du temps à des associations... Ils ont été en mesure d'apprendre à conduire tout en répondant à un service social très personnalisé. Et à l'issue de cet apprentissage de la conduite et de leur travail social, de jeunes personnes ont trouvé un emploi de service à la personne dans des associations locales.

À cet égard, l'économie sociale et solidaire pourrait être un levier de développement mais aussi de renforcement du lien social ?

Le développement économique local et le vivre-ensemble ont de nombreuses connexions. L'ESS a un rôle essentiel dans la fabrication de la ville et dans l'amélioration des relations citoyennes. Dans notre région, l'esprit de la coopérative est très ancré dans les mentalités. Cette solidarité économique réclame cette nécessité de faire ensemble. Il s'agit d'une culture qu'un maire doit préserver puis en favoriser le développement en lien avec les services de l'État et de la société civile. L'ESS est vraiment l'expression d'un développement durable, pérenne et solidaire. C'est elle qui facilite la mixité et qui invente la ville durable du XXI^e siècle.

Pour aller dans ce sens, quel est l'équilibre souhaitable entre l'État, les collectivités et la société civile ?

Je suis un grand partisan du principe de subsidiarité. Le respect de ce principe est un facteur essentiel pour favoriser l'essor de l'ESS et pour améliorer la qualité du vivre-ensemble. C'est la subsidiarité qui permet d'organiser les solidarités. Elle favorise ce coussin, ce travail d'artisan inhérent aux fonctions de maire. De par sa proximité avec la vie quotidienne de ses concitoyens, le maire appréhende mieux la détresse. Il peut mettre un nom, une voix, un visage, surtout une histoire, à cette détresse individuelle. En tenant compte de cette singularité, le service apporté sera mieux adapté à l'attente. En revanche, l'État et ses services déconcentrés sont là pour offrir un cadre bienveillant et pour favoriser les interventions locales de proximité.

Dans ce travail de précision, quel peut-être le rôle des communautés, qu'elles soient religieuses, linguistiques ou sociales ? Ces communautés viennent-elles en appui à une politique de ville ?

L'élu local est là pour remplir les fonctions de coordinateur d'un territoire. Une sorte de chef de famille. Dans ce territoire, avec cette grande famille, très diverse de par sa composition, ses origines, le maire doit faciliter les rapprochements entre les différentes communautés qui composent la ville. Il doit permettre les affinités culturelles, religieuses, sociales. Il doit mettre en œuvre des démarches qui facilitent la connaissance puis



Journée citoyenne à Angers.

la compréhension réciproque. Mais cet accompagnement a une limite, celle d'atteindre le risque de dissocier une communauté particulière de la grande communauté qui compose la ville.

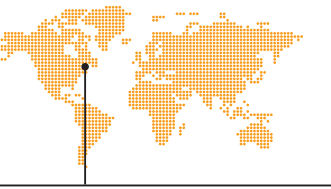
Le maire ne peut être à l'origine d'une construction clanique de la ville, c'est-à-dire du communautarisme.

Aujourd'hui, il paraît difficile de ne pas ajouter la question migratoire à la problématique du vivre-ensemble. Comment l'abordez-vous ?

Elle relève là aussi, de la subsidiarité, mais à un niveau plus élevé que celui de la commune de base.

L'accueil des flux relève chez nous de décisions prises au niveau de l'Union européenne. Il n'appartient pas au maire de prendre seul une décision de favoriser une arrivée de migrants dans la ville. La priorité relève de la prise de position commune au niveau

européen et de l'élaboration de règles claires au niveau national. Ensuite, à nous, élus locaux de mettre en œuvre cette politique arrêtée au niveau de l'État. La réponse globale n'est pas chez les élus locaux. La mixité sociale sera d'autant mieux aboutie que la répartition du flux migratoire répondra à des règles bien précises. Notre devoir est d'éviter les opérations aux conséquences sociales dramatiques. À nous de développer une bonne pédagogie, de mobiliser tout notre savoir acquis à travers la fréquentation des observatoires sociaux, la valorisation de l'économie sociale et solidaire, la coopération ville-école pour faciliter l'apprentissage de notre langue, la structuration des élans citoyens pour améliorer l'accueil. Mais nous avons besoin pour cela de décisions claires au niveau européen et national, notamment financières. Nous devons aussi veiller à ce que ceux qui viennent chercher la ville la respectent. ◀



La ville inclusive

Par l'Honorable Denis Coderre
Maire de Montréal

COMME PLUSIEURS GRANDES MÉTROPOLITES COSMOPOLITES, MONTRÉAL COMPTE DES CITOYENS QUI PROVIENNENT D'ENVIRON 120 PAYS ET PARLANT PRÈS DE 200 LANGUES. CETTE DIVERSITÉ CONSTITUE L'UNE DE NOS PLUS GRANDES RICHESSES, MAIS ELLE ENTRAÎNE AUSSI SON LOT DE DÉFIS, DONT CELUI DE FACILITER L'INTÉGRATION DE CES NOUVEAUX ARRIVANTS TOUT EN S'ASSURANT DE MILIEUX DE VIE HARMONIEUX. ↓

Montréal reçoit chaque année plus de 70 % de l'immigration internationale destinée au Québec, soit environ 30 000 nouveaux citoyens. De 1991 à 2011, la part des immigrants au sein de la population montréalaise est passée de 23,5 % à 33,2 %. De plus, un Montréalais sur deux est né à l'étranger ou a un parent né à l'étranger. Si bien qu'aujourd'hui, l'immigration internationale demeure le moteur principal de notre croissance démographique. Sans son apport, Montréal connaîtrait un déficit démographique annuel moyen de 22 000 habitants.

La diversité est ainsi devenue une caractéristique intrinsèque de Montréal et contribue grandement à nous définir comme une métropole culturelle et créative.

L'approche montréalaise pour favoriser le vivre-ensemble

Depuis plus de 25 ans, l'administration montréalaise a mis en place des politiques et des pratiques pour assurer la participation des citoyens de diverses origines à toutes les sphères de la vie municipale.

Cette volonté s'est d'abord manifestée à travers des déclarations formelles, des énoncés et des principes d'action qui forment aujourd'hui le canevas sur lequel la Ville de Montréal fonde ses approches. En vigueur depuis le 1er janvier 2006, la Charte montréalaise des droits et responsabilités est un texte fondamental. Elle constitue une forme

de contrat social qui prévoit l'engagement concret de l'administration municipale dans l'amélioration constante des services à la population. Elle rappelle à l'article 1 les valeurs largement partagées par les Montréalais : le respect de la dignité humaine, la tolérance, la paix, l'inclusion, l'égalité entre tous, la justice, l'équité. Des valeurs essentielles au développement d'une ville démocratique, solidaire et inclusive.

Le principe d'inclusion est au cœur même de notre histoire et la Charte montréalaise reconnaît cette richesse « mise en valeur par la promotion de l'inclusion et de relations harmonieuses entre les communautés et les individus de toutes les origines » (article 12).

C'est au niveau local que se vit l'inclusion, condition essentielle du vivre-ensemble. Les villes sont des acteurs de premier plan dans les processus d'accueil et d'intégration des immigrants. L'éventail des services, des ressources, des activités et des équipements offerts en font aussi le lieu où se forme le sentiment d'appartenance. À Montréal, nous maximisons l'utilisation des ressources municipales et communautaires pour assurer un accueil de qualité et une intégration réussie des nouveaux citoyens.

Nous avons mis en place plusieurs programmes et projets autour de trois objectifs majeurs :

- soutenir l'intégration et lutter contre la discrimination ;
- améliorer les milieux de vie dans les quartiers, principalement les quartiers plus défavorisés et ceux à forte concentration multiculturelle ;
- favoriser la participation à la vie démocratique de tous les citoyens.

Notre plus récente initiative, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), nous permet de participer encore plus activement à l'accueil et à l'intégration des nouveaux citoyens. Le BINAM réunit les deux composantes fondamentales de l'intégration : économique et sociale, incluant l'aide à la recherche d'un emploi, la recherche de logement et les liens avec la communauté.

Le rôle du BINAM est également d'agir en tant qu'interlocuteur à la fois avec les représentants des autres gouvernements et les organismes communautaires. Dorénavant, nous travaillons sur une intégration réussie pour prévenir les problèmes sociaux plutôt que de travailler sur les problèmes sociaux pour pallier une intégration défectueuse.

Vigilance : la nouvelle dimension du vivre-ensemble

Autant les responsabilités d'une ville sont grandes en ce qui a trait à l'inclusion, autant la dimension sécuritaire ne peut être mise de côté. Les récents exemples de radicalisation menant à des actes de violence pourraient nous inciter à mettre en veilleuse nos politiques d'ouverture afin de favoriser une plus grande vigilance.

Or, plutôt que de les opposer, nous devons nous efforcer de maintenir un équilibre entre ces deux notions. Le phénomène étant relativement nouveau, il y a tout à apprendre sur le sujet de la radicalisation et sur les moyens de la combattre. Voilà pourquoi Montréal a tenu un premier Sommet des maires sur le vivre-ensemble en juin 2015.

Ce Sommet a conduit à la création de l'Observatoire international des maires sur le vivre-ensemble, afin de parfaire nos connaissances, d'initier certaines recherches et de constater les meilleures pratiques dans le monde. Son secrétariat est basé à Montréal et chargé de faire le lien avec 27 Conseils de parte-

naires dans des villes réparties sur quatre continents, auxquels participent des intervenants triés sur le volet, dont les universités. Grâce à son site internet, l'Observatoire diffuse des recherches originales, telles que des études de cas sur toutes les questions relatives au vivre-ensemble.

Dans l'avenir, le rôle des villes en matière de promotion de la diversité, du bien-être pour tous et de la sécurité en sera un de premier plan. À ce sujet, Montréal a mis sur pied un Centre de prévention à la radicalisation menant à la violence. Réunissant des partenaires de divers milieux (santé, sécurité publique, communautaire, scolaire, emploi et recherche), il a pour objectif de travailler en amont du phénomène de la radicalisation. Il soutient et accompagne les familles, les proches et les intervenants de la communauté montréalaise afin de les aider à prévenir, à détecter et à intervenir s'il y a lieu.

Nous invitons les villes du monde à s'inspirer de l'expérience montréalaise et à partager leurs propres solutions à l'intérieur de l'Observatoire sur le vivre-ensemble. Pour ce sujet, comme pour bien d'autres, la collaboration étroite des villes sera déterminante. ◀



Maxime SCHIRRER

Biographie :
Maxime Schirrer est maître de conférences en géographie et urbanisme au sein du master Territoire du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Chercheur au Laboratoire interdisciplinaire de recherche en sciences de l'action (LIRSA), ses recherches portent sur le développement urbain face au fait informatique.

La ville intelligente, l'innovation technique au service du vivre-ensemble ?

I VIVRE ENSEMBLE. CES MOTS SYMBOLISENT À EUX SEULS LE DESSEIN DE LA VILLE, VOIRE LE DESTIN DE LA VILLE SI L'ON EN CROIT LES TRÈS NOMBREUX DOCUMENTS D'URBANISME LOCAUX QUI Y FONT RÉFÉRENCE. LE VIVRE-ENSEMBLE SERAIT DONC LA CAPACITÉ DE RÉUNIR DES POPULATIONS DIFFÉRENTES SUR UN MÊME ESPACE ET DE POUVOIR LES FAIRE COHABITER AVEC PACIFISME ET BIEN-ÊTRE, UNE COHABITATION DES ENTRE-SOI EN QUELQUE SORTE. « DANS LA LIGNÉE D'HENRI LEFEBVRE, MICHEL LUSSAULT RAPPELLE QUE LE PARTAGE D'UN MÊME ESPACE IMPOSE UNE CO-HABITATION, ET PAR CONSÉQUENT UNE NÉGOCIATION AVEC AUTRUI, UNE RENCONTRE POLITIQUE ». I



Par Maxime Schirrer
Maître de conférences

L'urbanité est un dispositif technico-spatial. En ce sens, la ville est un artifice dans la mesure où c'est une construction humaine qui n'existe pas à l'état naturel. Dans cet espace organisé et agencé, les idées de bien-être sont au cœur de la pensée de la ville. Que ce soit à travers l'organisation de l'espace public ou les formes urbaines, la ville est la matérialisation des utopies qui ont traversé l'histoire, un palimpseste des idéaux du vivre-ensemble. Aussi, il convient de nourrir la réflexion en évoquant les relations entre le vivre-ensemble et la ville intelligente. À l'heure où certains communautarismes refusent l'accès de l'espace à d'autres communautés, nous pourrions nous interroger si le numérique permet de transcender ces entre-soi identitaires de repli. Nous ne répondrons

pas ici à cette question qui peut faire l'objet d'un long débat. Nous évoquerons plutôt la question du numérique comme un support de nos rapports sociaux. En effet, les outils numériques font aujourd'hui office d'interface dans les relations humaines dans de très nombreuses situations. Le plus symptomatique est la pratique numérique de communautés pour rencontrer une personne, comme « Meetic » sur le web, qui connaît de multiples déclinaisons en termes d'applications sur Smartphone. Cette pratique numérique de la rencontre se substitue parfois à une sociabilité plus classique d'une rencontre dans l'espace public ou les transports. Le hasard d'un croisement de regard est remplacé par un échange de messages tout aussi intense. Les écrans de nos smartphones sont

si captivants, que notre attention de l'entourage immédiat est, pour le coup, déconnectée ! La ville intelligente ne sera pas réussie si elle ne parvient pas à créer des espaces de rencontres. L'« homme numérique » reste avant tout un être social avant d'être un H+, un transhumaniste.

Dans un autre registre, les applications qui mettent en relation des communautés d'utilisateurs partageant un hobby, une pratique culturelle ou sportive, créent du lien social d'un nouveau type. Retrouver une communauté de personnes à une terrasse de café parce qu'on joue le même jeu en ligne est un exemple, qui loin d'être caricatural, symbolise de nouvelles formes de socialisation par l'intermédiaire d'une pratique numérique. L'enjeu est de taille : Facebook reven-

dique 1,65 milliard de comptes actifs chaque mois, dont 1,5 sur mobile. L'activation d'un « Safety check » sur Facebook lors d'attentats témoigne de la puissance des réseaux sociaux numériques dans notre vie quotidienne. Ainsi, lorsque nous plaçons la réflexion sur la question de l'habitat, le numérique interroge le vivre-ensemble dans sa capacité à se saisir des innovations sociales comme un élément supplémentaire pour faire connaître et accepter « l'autre » dans sa diversité, notamment celle de l'usage de l'espace. C'est au final l'économie du partage (ou économie collaborative) qui est au centre de l'interrogation sur les conditions d'une cohésion sociale renouvelée ou adaptée aux nouveaux modes de communications. Cependant, il n'est pas certain que de vivre dans

un quartier estampillé « Smart grid », le « summum » de la ville intelligente, incite des comportements non communautaristes au motif qu'il est à énergie positive ! C'est précisément le décalage entre une vision froide et techniciste d'industriels qui perçoivent la ville intelligente comme une mécanique des fluides, alors qu'au contraire, la ville est un tumulte général, organisé par les documents de planification locale.

Si l'on prend l'exemple de l'impact de la révolution numérique sur la ville, les conséquences sur les formes urbaines sont peu visibles (Wachter A, 2010). En revanche, l'impact sur nos modes de consommation comme l'explosion du e-commerce à travers l'utilisation d'un Smartphone qui permet l'accessibilité à toute

une série de services, indique qu'une révolution importante a commencé. En fait, nous sommes dans une phase d'accélération de comportements antérieurs, nés il y a un demi-siècle.

À titre d'illustration, la conception des espaces publics est revisitée par le biais des capteurs capables d'avoir des effets sensoriels sur notre perception de ces derniers. Or, la qualité et la disposition des espaces publics renvoient directement à notre vivre-ensemble. Par exemple, le fait de trouver des mobiliers urbains tels que des toilettes publiques ou des bancs est un signe sur l'attention que l'on porte sur les usages des espaces publics. Ainsi, la volonté politique qui considère que la captation d'un wifi gratuit en tout point est un service public au même titre que le mobilier ▶



urbain classique est un élément d'appréciation sur l'intégration du numérique dans les politiques publiques.

Face à une tentation de gestion urbaine cybernétique (Picon A, 2013), des diagnostics territoriaux font de plus en plus appel à l'alimentation de données provenant de la population (crowdsourcing) (Townsend A, 2013) qui devient un support d'analyse territoriale.

La co-construction de politiques publiques trouve un effet d'aubaine entre une nouvelle manière ascendante de penser l'action publique et un mouvement descendant lié à l'ouverture de données publiques. Les usages des citoyens et la question du traitement des informations émanant de l'espace public interrogent d'une part les processus de fabrication de la décision publique de l'administration mais aussi l'utilisation de données produites par des citoyens et réutilisées par d'autres citoyens. Ce partage peut également être appréhendé sous le prisme du vivre-ensemble où la donnée participe à un système de représentations de l'espace public. Aussi, dans cette fabrique du vivre-ensemble, la participation des citoyens par le biais d'outils numériques, est l'occasion de mettre en relief un passage à l'acte à la vie de la cité, en tant que producteur ou réutilisateur de la donnée. Est-ce une forme de citoyenneté ? Ce qui est sûr, c'est que les lieux tels que les Fab Lab sont d'abord des espaces d'innovations sociales avant d'être des espaces de production technique.

Les rencontres qui s'y déroulent leur confèrent le statut de lieu de sociabilité et de lien social.

Enfin, les innovations sociales peuvent parfois se transformer en innovation économique. Cela interroge la frontière entre le business numérique, le service numérique public et des dispositifs spontanés de « collaboration » des citoyens. Quelles sont alors les remises en cause, avec quelles conséquences, conflictuelles ou pas, des services traditionnels par ces nouveaux dispositifs (JobiJoba vs Pôle emploi, AirBnB vs hôtellerie traditionnelle, Uber vs taxis...)? Cette question reste à explorer.

La ville intelligente s'insère dans un contexte existant, en intégrant à la ville classique du xx^e siècle des sujets et des acteurs urbains du xxi^e siècle. La justification de la ville intelligente ne doit pas être portée uniquement par des industriels. La ville intelligente est avant tout un projet politique porté par les responsables locaux, auquel la société civile (groupes de citoyens, artistes, militants...) est également partie prenante. La question du vivre-ensemble est bien assez grande pour qu'une pluralité d'acteurs puisse y contribuer.

La ville a toujours eu vocation à être un espace d'innovation. Le but de l'innovation urbaine est de faire progresser la qualité de vie, qui passe par la qualité de ville. Un des indicateurs de la qualité d'une ville est la qualité des espaces publics qui concentrent à la fois la visibilité d'une politique

publique et l'appropriation de l'espace urbain par les habitants et les usagers. Dès lors, la difficulté est de choisir des critères pour évaluer une qualité de vie de la ville intelligente, notamment dans ses dimensions d'inclusion et de cohésion sociale.

Au final, la captation d'informations liée à la ville du génie urbain est bien plus facile que celle liée au vivre-ensemble et aux nouvelles formes de cohésion sociale. Autrement dit, capter des données renvoie aux outils et à la technique, tandis que capter l'interaction de l'ensemble des connexions qui composent le tissu social renvoie à des éléments de la nature humaine bien plus complexes. ◀



© jessicaphon/fotoaia

Greenfield Adam, *Against The Smart City*, Kindle Store, 2013
 Danielou J, Menard F, 2014, *L'art d'augmenter les villes: (pour) une enquête sur la "ville intelligente"*, PUCA, 37 pages
 Picon Antoine, 2013, *"Smart Cities Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur"*, Collection Actualités, Editions 2B
 Townsend Anthony, 2013, *Big data, civic hackers, and the quest for a new utopia*, Smart city, Norton & compagny, 400 p
 Wachter Serge, 2010, *La ville interactive: L'architecture et l'urbanisme au risque du numérique et de l'écologie*, édition L'harmattan, 238 pages



Vivre en parallèle ou vivre ensemble, un point de vue psychologique

LUCIE MANDEVILLE EST PROFESSEURE EN PSYCHOLOGIE, SPÉCIALISÉE EN RELATIONS HUMAINES. ELLE TRAVAILLE AUPRÈS D'ADULTES ET DE COUPLES. ELLE EST SPÉCIALISTE D'UN COURANT PSYCHOLOGIQUE NOUVEAU ET POSITIF QUI, SANS NÉGLIGER LES SOUFFRANCES DE L'HUMAIN, CULTIVE SES FORCES AFIN DE L'AIDER À DÉPASSER LES DIFFICULTÉS. DANS SON DOMAINE, LE DÉFI DU VIVRE-ENSEMBLE COMMENCE PAR DES PERSONNES QUI CHOISSENT DE SE FRÉQUENTER, DE « VIVRE ENSEMBLE » (DANS LE SENS PROPRE DU TERME, C'EST-À-DIRE HABITER SOUS LE MÊME TOIT) ET DE MAINTENIR LE LIEN DE FAÇON DURABLE... SANS PARLER DU DÉFI TOUT PREMIER DE CHACUN QUI EST DE VIVRE EN HARMONIE AVEC LES DIFFÉRENTES DIMENSIONS DE SON ÊTRE, SURTOUT SON CŒUR ET SA RAISON. |

Par Lucie Mandeville
 Psychologue, conférencière



© James Laurits/Getty Images



© Droits réservés

Lucie MANDEVILLE

Biographie :

Lucie Mandeville est psychologue, conférencière et intervenante dans les médias. Elle est l'auteure de livres à succès dont *Le bonheur extraordinaire des gens ordinaires*. Elle est professeure titulaire au département de psychologie, à l'université de Sherbrooke.

La perspective psychologique peut éclairer le maire qui désire faire la différence, auprès des citoyens de sa ville, entre vivre en parallèle et vivre ensemble. En deux mots, la réussite du vivre-ensemble, c'est un maire qui a le talent de réconcilier les différences et de mettre en commun des ressources.

La réconciliation des différences: « reconnaître » l'autre

Ce qu'on sait en psychologie peut éclairer le maire. On sait que les différences entraînent deux mouvements opposés: l'attraction vers l'autre et la répulsion de l'autre. On est attiré par la ▶



différence chez l'autre, à cause de l'exotisme qu'il représente et la curiosité qui nous habite (sans parler de l'attirance viscérale des corps – qui ne se raisonne pas). L'attirance donne le sentiment que la relation est vivante, qu'elle est excitante. C'est le beau côté de l'attirance. Mais, l'attirance peut mener à la perte des frontières entre les uns et les autres, et à la frustration. C'est son mauvais côté. Et, c'est une force éphémère que l'on doit renouveler, à cause du phénomène d'adaptation hédoniste. De plus, l'attirance n'existe que par et pour la différence de l'autre, comme un aimant, le positif attire le négatif.

La différence attire, mais elle fait peur. La peur de l'autre conduit au fantasme. On croit qu'il est plus différent qu'il ne l'est. À son tour, le fantasme conduit au cloisonnement et à la répulsion. On se replie sur des « pareils à soi » et on reste aux abords de l'autre, ce qui favorise le cercle vicieux du « fantasme-qui-mène-à-la-peur-et-qui-mène-à-la-répulsion ». La peur est la source principale des tensions et des conflits. Cette peur est pacifiée par l'idée que tous partagent des points communs; ils naissent et meurent, ils ont une famille, ils travaillent, ils rient (l'humour est une clé qui souvent ouvre la porte des possibilités). Pour un maire, une solution du vivre-ensemble, c'est de reconnaître l'autre, c'est-à-dire connaître sa différence, pour favoriser le mouvement attractif vers l'autre, et connaître sa ressemblance, pour apaiser la peur et la répulsion de l'autre.

La peur comme le brouillard s'estompe quand on avance vers l'autre, pour mieux le connaître.

“ La différence attire, mais elle fait peur. La peur de l'autre conduit au fantasme. On croit qu'il est plus différent qu'il ne l'est ”

Le travail auprès des gens me fait prendre conscience que la réconciliation des différences vient avec la reconnaissance de la vision distincte de chacun face à une réalité semblable. Cette vision distincte est la source des incompréhensions. Chacun ne se raconte pas la même histoire. Le choc du vivre-ensemble vient du fait que chacun se raconte une histoire qui est créée par le filtre de la dynamique intrapersonnelle. Souvent, un fait anodin est interprété comme une menace pour l'un, d'être contrôlé, et pour l'autre, de ne pas être aimé. Pour un maire, une issue au vivre-ensemble est de favoriser l'acceptation de l'altérité comme une histoire cohérente et légitime issue d'un passé vécu, d'un présent perçu et d'un futur auquel chacun aspire. Pour accepter, il faut connaître. Pour connaître, il faut écouter... vraiment. Sois ce que tu es pour me permettre d'être ce que je suis. Chacun doit donc maintenir son espace vital pour ne pas se perdre dans l'autre, mais « l'intimité » avec l'autre est aussi essentielle.

L'« intimité » est le point de rencontre dans la vérité de l'autre. C'est pourquoi elle est souvent physique et affective.

Si le numérique donne la possibilité de contacts malgré la distance, il ne remplace pas la

rencontre unique, profonde et réelle. Dans une ville, l'accueil de nouveaux arrivants, les réunions de quartier, par exemple, favorisent les liens durables et solides.

Lorsque le confort nous isole

Vivre ensemble grâce à la mise en commun des ressources, c'est avoir besoin de l'autre et réaliser qu'on est plus fort avec l'autre. Je dis souvent que si nous avions les griffes d'un tigre, nous pourrions vivre chacun pour nous. Nous avons l'air plutôt de petites fourmis qui se suivent à la queue leu leu pour apporter la nourriture. Notre nature grégaire fait que nous avons besoin de l'autre pour survivre.

La bonne nouvelle c'est que nous sommes « faits » pour vivre ensemble.

Nous sommes naturellement altruistes. Nous n'en paraissions pas toujours, mais cette qualité se révèle lorsque le danger est imminent. On porte secours à un inconnu captif dans un immeuble en feu, parfois, au risque de notre propre vie. Pour un maire, répondre au besoin des uns n'est pas un accommodement excessif, dans lequel les autres perdent leur propre identité. C'est l'interdépendance.

La difficulté du siècle, c'est le confort de nos maisons et l'isolement. Installé dans notre divan, derrière les murs de notre appartement, il est plus difficile de nous lever pour aider l'autre. Pourtant, on est plus fort avec l'autre. Le psychologue américain Kurt Lewin disait que le tout est plus grand que la somme de ses parties. Ensemble, nous sommes plus forts, plus brillants, plus créatifs... Les clans et les tribus avaient compris la nécessité du lien pour chasser le diner et se protéger du prédateur qui cherchait, lui, un petit humain à se mettre sous la dent.

Le Québécois d'origine sénégalaise Boucar Diouf suggère que le problème de l'individualisme vient quand chacun a sa pelle, alors il n'y a plus de nécessité du lien.

Dans une ville, quand chacun a tout ce qu'il lui faut, il n'est plus nécessaire de se parler. À la limite, il vaut mieux investir dans de beaux lieux communs, que de fournir à chacun une grande maison et un vaste terrain qui répondent à ses moindres besoins. Pour un maire, les lieux communs sont la nécessité du vivre-ensemble et ils offrent la possibilité de rencontres, à l'image des places du village où l'on trouvait des camarades, des confidents, des protecteurs.

Vivre ensemble est un rêve pour la ville qui accueille des réfugiés. On rêve de travailler, de prier, de lutter ensemble, c'est le rêve américain de Martin Luther King. Et, comme la chanson de Timmy Thomas* « Tout le monde veut vivre ensemble. Pourquoi ne le peut-on pas ? ».

Si vivre ensemble ne ressemble plus à hier et à du mal à faire sa place aujourd'hui, serait-il une expression de demain ?

Le rôle du maire : tisserand et créateur du rêve

L'utopie du vivre-ensemble, c'est de croire que ce sera facile. Que ce rêve se réalisera sans souffrance, sans ennui, sans perte d'espoir. Or, le maire, comme chacun, en tentant de répondre au comment vivre ensemble, pourrait avoir une vision réductrice.

Un maire est un humain qui travaille auprès d'autres humains. Il est un tisserand qui tisse des liens. Il est le créateur du rêve. Mais, il est également celui qui éveille la conscience, qui comprend et fait voir les difficultés du vivre-ensemble. Son rôle est d'offrir un environnement qui comprend des occasions et des lieux servant à la rencontre et à la sécurité de ses citoyens,

“ L'utopie du vivre-ensemble, c'est de croire que ce sera facile. Que ce rêve se réalisera sans souffrance, sans ennui, sans perte d'espoir ”

* *Why can't we live together*

d'ici et d'ailleurs. Il est celui qui invite les gens à aller dans la rue, comme on le fait en Afrique et ailleurs, pour tendre la main à ceux qui en ont besoin, pour accueillir les réfugiés comme des frères méconnus.

Le rôle du maire est aussi de faire comprendre qu'aucun organisme ne peut remplacer le sentiment de responsabilité de chacun.

Quand un organisme s'occupe des sans-abri, on ne se sent plus obligé de faire l'aumône. Quand une loi détermine les règles dans le cas d'un crime, on se dit que la police interviendra, et on laisse un jeune dans la rue, une femme être abusée et un homme se saouler. Le maire enseigne à être un citoyen, et il enseigne à vivre ensemble. Son rôle est devenu plus important face à l'éclatement des cellules de base, il appelle à plus de solidarité pour alléger la charge de la ville et surtout créer une réponse de personne à personne et pas uniquement une réponse institutionnelle anonyme et coûteuse.

Regarder ce qui marche

La psychologie positive cherche à reconnaître ce qui marche, par exemple les réussites d'une ville, afin d'en tirer des leçons pour dépasser les défis actuels. Elle considère que les initiatives réconcilient les jeunes et les vieux, les riches aux pauvres, comme le co-housing ou l'écovillage. D'autres initiatives comme la surveillance de quartier, les parents-secours... Enfin, il ne s'agit plus simplement de penser aux initiatives qu'on peut créer, car des idées il en existe à la tonne, mais leur durabilité est toute relative. Il s'agit aussi de penser à comment les créer pour qu'elles durent. ◀



Chaque personne est une culture

IL NOUS JUGEONS JUSTES NOS PRATIQUES PARCE QUE NOUS N'EN CONNAISSONS PAS D'AUTRES. NOUS NE VOYONS PAS LES CHOSES COMME ELLES SONT, NOUS LES VOYONS COMME NOUS SOMMES. ET NOUS RELEVONS SIMULTANÉMENT DE MULTIPLES CULTURES : FAMILLE, ÉTUDES, RÉGION, PAYS, MÉTIERS, RÉSEAUX. L'ÉTRANGER EST CELUI DONT LES COUTUMES SONT ÉTRANGES À NOS YEUX. PARCE QUE COMMUNIQUER, C'EST VOIR LE MONDE AVEC LES YEUX DES AUTRES¹, EXERÇONS-NOUS À LE REGARDER AUTREMENT.

IL NOUS FAUT COMPRENDRE L'AUTRE, SI DIFFÉRENT DE NOUS QU'IL N'AIME NI NOTRE CUISINE, NI NOTRE HUMOUR, NI NOS VÊTEMENTS, NI NOTRE DIEU. COMMENT COMMUNIQUER - MÊME SI ON PARLE LA MÊME LANGUE - LORSQU'ON NE PARTAGE NI LES MÊMES HABITUDES, NI LES MÊMES CROYANCES ?

Qu'est ce qui est universel ?

Chaque homme porte en soi la forme entière de l'humaine condition.
Montaigne

Au-delà du « relativisme culturel » cher à Claude Lévi-Strauss, nous avons tous quelque chose

en commun. Qu'est-ce qui est universel ? Les Droits de l'Homme – respect de la vie, démocratie, liberté, égalité –, ne le sont pas : le concept est occidental.

En revanche, la recherche de la satisfaction des besoins essentiels - survivre, être en paix - en relève, de même que le fait culturel lui-même, lié au besoin d'appartenance. L'Homme a le choix d'inventer la condition humaine. Disposant de

la conscience de soi – faculté de se penser soi-même – et de sa propre mort, il aspire à la transcendance, et s'interroge sur les fins dernières de son espèce : « Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? »

² Toutes les cultures, en outre, conceptualisent la filiation d'une façon ou d'une autre.

Définition de la culture³

La culture est un ensemble de réponses à des questions universelles, partagées par les membres d'un groupe humain, et variables d'un groupe à l'autre.

Quelles sont les variables culturelles ?

Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà...
Pascal

Pour le reste, il existe des « variables culturelles », identifiées par des grilles de lecture, fondées sur des statistiques périodiquement actualisées. Leur analyse est réductrice : peut-être valides collectivement, elles dessinent de simples tendances. Si nous intériorisons les modèles culturels de notre groupe, nous le faisons différemment les uns des autres. Et une culture peut en cacher une autre : chaque individu en réunit plusieurs. Si elles aident à la compréhension de certains comportements, leur risque est la généralisation. Elles font émerger des critères d'évaluation de la différence, par exemple :

- Relation au temps : planification ou réactivité ?
- Relation au statut, acquis ou conquis : ce que l'on est (origines et appartenances) ou ce que l'on fait (performance) ?
- Relation hiérarchique (vision du pouvoir et des inégalités) : distance ou convivialité ?
- Individualisme ou primauté du groupe (mode d'intégration des individus au sein de la société) ?
- Importance du « contexte » d'une communication ou d'indifférence face à ce contexte, qui évoque aussi le « choc » affectif versus neutralité de la relation.
- Tolérance face à l'incertitude ou exigence de prédictibilité (ce qui induit des organisations plus normatives ou plus pragmatiques) ?
- Volonté de contrôler

l'environnement ou de vivre en harmonie avec lui (relation à la nature) ?

Il en existe bien d'autres, dont la dimension masculinité/féminité, c'est-à-dire l'impact sur la culture ambiante du rôle social des hommes et des femmes.⁴ Les détailler toutes est, ici, impossible. Il faut se contenter d'en aborder certaines, très partiellement, comme la perception du temps, contenant de notre vie.

Le rapport au temps

La perception humaine originelle, cyclique, se fondait sur l'alternance des jours et des saisons : le temps rural des sociétés préindustrielles. Avec les trois religions du Livre – judaïsme, christianisme, islam – est apparue une lecture linéaire : il est un commencement et il est une fin. Ainsi est née l'Histoire. Puis, peu à peu, le temps s'urbanise. Or, les villes font oublier la vision des saisons. Le temps linéaire, efficace et mesuré, règle la vie de l'Homme au rythme des machines. De même, la relation culturelle au temps peut être monochronique : le temps de l'exigence et de la ponctualité – le temps, c'est de l'argent – se découpe en étapes précises, chacune affectée à une activité.

Planifié, donnant la priorité aux tâches sur les personnes, il est le temps du Nord, de l'Europe et de l'Amérique, le temps des affaires et des entreprises.

Elle peut être polychronique : le temps est souple. Il s'étire, celui des uns y interagit avec celui des autres. Il privilégie la relation humaine sur les programmes, ses échéances sont approximatives. Il tolère le bruit, parce qu'il ►



Sylvie LAINÉ

Biographie :

Conseillère auprès de l'AIMF, et, depuis fin 2015, Administrateur de FAI France (Fondo Ambiente Italiano, la plus importante fondation italienne de sauvegarde et de promotion du patrimoine architectural, culturel et naturel italien). Jusqu'à fin 2014, Déléguée générale de la Fondation Nationale Entreprise et Performance (FNEP). Cette fondation reconnue d'utilité publique œuvre depuis près de 50 ans à la collaboration entre administrations, et entreprises publiques et privées, au service de la performance collective. De 1994 à 2008, elle a mené, comme consultant senior, des missions de conseil et coaching d'équipes de direction et de management, dans les domaines de la conduite de changement et de l'interculturalité. De 1973 à 1994, elle a poursuivi au sein de groupe multinational une carrière de management puis de direction à différents postes : Inspection Générale, Formation, Marketing, Négociation et Stratégie, Communication Corporate. Juriste de formation, lauréate de la FNEP Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur. Mel : sylvie.laine.berтол@icloud.com



Pensée

est celui de la rencontre avec le temps des autres. Il est le temps latin, celui de l'Europe du Sud, de l'Amérique Latine, du Maghreb, du Moyen-Orient, de l'Afrique subsaharienne.

La relation à la nature

Quant à la relation culturelle à la nature, elle évoque le degré de son contrôle par l'Homme. Ses limites et caprices doivent-ils être subis ou maîtrisés? L'Homme doit-il vivre en harmonie avec son environnement? Si l'Homme contrôle l'environnement, il le façonne pour servir ses objectifs, ce qui induit une conviction: quand on veut, on peut. Paradoxalement, la volonté – relative – du monde occidental de contrôler l'avenir de l'environnement, par des politiques de développement durable, s'inscrit dans cette vision. L'Homme peut, s'il le veut, sauver ce qu'il a mis en péril.

L'harmonie est une dimension essentielle des cultures extrêmes asiatiques: entre les hommes, entre l'Homme et la Nature. Ce que l'Homme crée n'est beau que si sa création reproduit l'ordonnement de la nature. La conséquence comportementale est très concrète: en cas de désaccord, le conflit ouvert, de face-à-face, doit être évité.

Le Moyen-Orient, l'Orient, et une large partie de l'Asie partagent ce présupposé que les contraintes et violences naturelles doivent être acceptées. L'individu ne choisit ni le paysage qui l'a vu naître, ni sa place dans le monde. Le destin ou Dieu l'ont voulu ainsi. S'il est vain de prétendre contrôler la nature, il l'est tout autant d'écrire son avenir. Il faut s'en remettre à ceux qui sont nés pour commander.

Culture individuelle et collective

S'agissant de la variable Individualisme, elle définit les rôles respectifs de l'individu et du groupe au sein d'une société. Les cultures individualistes valorisent l'autonomie et la réussite individuelle. Le contrôle social y est fondé sur le respect de soi. La culpabilité est le sentiment ressenti par l'individu qui commet une faute. Dire ce que l'on pense est signe d'intégrité et de franchise.

Les cultures « collectives » subordonnent les intérêts individuels à celui du groupe, protègent ses membres en échange de leur loyauté et de leur obéissance. Le contrôle social y est basé sur la honte que la faute individuelle inflige au groupe. Le positionnement social est fondé sur les réseaux d'appartenance. L'harmonie des relations y est préférée au « parler vrai », la famille et le clan sont érigés en valeur.

*Il connaît bien mal l'Angleterre celui qui ne connaît que l'Angleterre.
Winston Churchill*

Cette approche de la différence culturelle est-elle pertinente? Le monde est bouleversé, ses changements sont multiples et complexes. Parce que nous les vivons, nous avons du mal, en même temps, à les lire.

De la mondialisation est née une division culturelle majeure: le Nord et le Sud. De l'usage développé des nouvelles technologies surgissent des distinctions profondes entre de jeunes générations, dont des écrans ont remplacé les hochets, et des générations plus anciennes pour

lesquelles elles restent un outil. De l'internationalisation des métiers et des formations sont nées une homogénéité socioprofessionnelle transnationale. Dans ma pratique de l'interculturel,⁵ j'ai fait en sorte de compléter ces variables en explorant des aspects moins binaires – le contexte géopolitique, l'histoire, l'économie, le niveau technologique – en approchant les systèmes – politique, éducatif, social, légal, économique, religieux – des groupes observés.

L'histoire et le pouvoir

Ainsi l'histoire, récit du passé, ne rappelle que les traces subsistant dans la mémoire collective: déterminée par les préoccupations et aspirations du présent, elle éclaire les réactions d'aujourd'hui. L'histoire d'une culture racontée par elle-même est une vérité relative et non absolue; assise sur les peurs et les fiertés qui la déforment, elle dit QUI sont ses ressortissants autant que ce qu'ils ont vécu ensemble, et explique leurs pratiques.

Ainsi le rôle de l'État, centralisé ou décentralisé, coercitif ou normatif: comment s'exerce le pouvoir politique, administratif, territorial? Le droit est-il codifié ou coutumier? Le pouvoir judiciaire est-il indépendant du pouvoir exécutif et, si oui, comment cette indépendance est-elle garantie? Quelles sont les pratiques en cas de désaccord: médiation ou procès? Comment se positionnent le marché du travail, les systèmes de prévoyance sociale? Comment s'organisent les relations entre patronat, pouvoirs publics, syndicats?

Des croyances et des écrans

Quant au système religieux, il influe, chacun le sait, sur les mœurs, les lois, les pratiques judiciaires, les relations sociales, les comportements individuels et les conditions de travail. Enfin, il est essentiel d'évaluer le niveau technologique et l'émergence liée de nouvelles opportunités: accessibilité de tous à l'information, fonctionnement en réseau, implication directe des citoyens dans les décisions. Au sein d'une société, à l'heure des connexions universelles, comment encourage-t-on l'aptitude à partager du savoir, à interagir avec d'autres groupes? Quel rôle la mutation digitale, qui peut aggraver les inégalités plus qu'elle ne les réduit, joue-t-elle dans l'instauration d'une culture privilégiant la durabilité sur la consommation immédiate?

La loi

La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent. Montesquieu

L'Homme est un animal culturel, mais aussi territorial, l'un des plus agressifs. Comment agir pour éviter de se détruire les uns les autres? Aucune culture ne peut vivre sans conventions pour maîtriser la violence. Ainsi avons-nous inventé le Droit et la Loi, qui désignent ce qui est permis ou exigible. Or, rien de moins universel que ce « recueil des règles en vigueur à un moment donné en un lieu donné. »⁶ Toute conception universelle du droit est liée aux paradigmes culturels de ceux qui

la défendent. Et quoiqu'un droit puisse être moral - en vertu d'une appréciation éminemment subjective -, il n'est pas fait pour l'être mais pour régir de façon (plus ou moins) harmonieuse les rapports entre les hommes. Il dit ce qui est juste, non ce qui est bien.

La conception universaliste - les lois sont les mêmes pour tous - est enfermée dans les frontières ou les conquêtes des cultures qui en ont adopté la conviction. Certaines visent l'exhaustivité: tout ce qui n'est pas expressément autorisé est interdit. D'autres font le minimum: tout ce qui n'est pas expressément interdit est autorisé. Toutes disent la norme, qui partout se revendique éthique, comme s'il était plausible pour une société de se réclamer du contraire. Elles désignent les comportements conformes à la culture ambiante.

Sans conformité sociale appréciée au regard d'une loi commune, aucune société ne peut garantir le vivre-ensemble. Il s'agit de: « transformer l'obéissance en devoir⁷ », ce que proclame toute culture. Chacun doit savoir que, faute de remplir ce devoir, il paiera un prix.

Le lien culturel – lien social – repose sur l'équilibre entre contrainte et solidarité. Et sa force réside dans son attractivité: ce que l'on gagne individuellement et collectivement à s'y

soumettre, ce dont on est fier en le partageant.

Et puis, bien sûr, il y a la langue, l'un des signes les plus visibles de l'appartenance à une même culture. Si la francophonie est une culture, d'ouverture, de goût de vivre, de convivialité, si l'on s'y reconnaît, comment la renforcer et illustrer son attractivité et son utilité économique?

L'essentiel est la personne

Enfin, pour accepter nos différences, rencontrons-nous: la diversité culturelle est une force. L'être humain se nourrit d'échanges, d'horizons nouveaux, de variété et de mixité. Passant d'une rivière à l'autre, d'une colline à l'autre, d'un continent à l'autre, il perd ici un peu de couleur, en gagne là, il découvre un art, une pensée, des pratiques nouvelles. L'indifférence est une mauvaise réponse face à la différence: de la diversité naît notre efficacité collective et l'intérêt que nous trouvons aux relations humaines. Car l'essentiel est la relation, faite de curiosité, de bienveillance, d'entraide. Chaque être humain est une culture à découvrir, un univers à partager.

L'essentiel est la personne, unique, avec laquelle nouer ce lien d'amitié, qui construit un pont entre nos différences pour mieux vivre ensemble. ◀

¹ Peter Kostenbaum

² Heidegger, *Introduction à la métaphysique*.

³ Synthèse de la définition proposée par Fons Trompenaars, elle-même inspirée de Margaret Mead et C. Lévi-Strauss

⁴ Voir *Raisonnance* n° 7

⁵ Voir *Managers, réusissez l'interculturel, la clé de votre performance*, Sylvie Lainé, AFNOR Ed.

⁶ C'est la conception dite positiviste du droit.

⁷ Rousseau, *Le contrat social*.

Sommaire

02

Édito
Denis Coderre, maire de Montréal

04

Pensée
Sommes-nous capables d'élaborer un nouveau projet collectif?
Pierre d'Elbée, docteur en philosophie

08

Regards décalés
Gérer la diversité dans une vision de solidarité
Joseph Maïla, professeur de relations internationales

12

Regards décalés
Le maire, un artiste du vivre-ensemble
Christian Monjou, professeur de chaire supérieure de Khâgne

16

Du concept au concret
Réinventer le vivre-ensemble : les ressources africaines et arabo-islamiques
Blondin Cissé, chercheur associé au CSRP à Paris 7

20

Un schéma, mille mots
Perceptions et repères objectifs sur le vivre-ensemble
Sources, voir article.

22

Sagesses du monde
Elles et ils ont dit
Aventuriers, philosophes, penseurs...

24

Du concept au concret
Récentes leçons d'Afrique sur le vivre-ensemble
Mahamadé Savogo, directeur de l'École doctorale Lettres, Sciences Humaines et Communication de l'Université de Ouagadougou

28

Urbanisme
Vivre ensemble en ville
Marc Dumont, urbaniste

32

Urbanisme
Richesse humaine et mieux vivre ensemble
Christophe Béchu, maire d'Angers

36

Urbanisme
La ville inclusive
Denis Coderre, maire de Montréal

38

Urbanisme
La ville intelligente, l'innovation technique au service du vivre-ensemble ?
Maxime Schirrer, maître de conférences

41

Pensée
Vivre en parallèle ou vivre ensemble, un point de vue psychologique
Lucie Mandeville, psychologue, conférencière

44

Pensée
Chaque personne est une culture
Sylvie Lainé, conseillère AIMF



Des enfants regardent et partagent un écran. Un regard vers la même direction. Que le virtuel les aide dans leur compréhension du monde, les rapproche, et ne soit pas un écran face à l'autre et la réalité !

Numéro 08 - septembre 2016

La revue *Raisonnement* est une publication semestrielle de l'Association Internationale des Maires Francophones, opérateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour la coopération décentralisée - Directeur de publication : Pierre Baillet - Rédacteur en chef : François de Montfort - Contributeurs : Denis Coderre, Pierre D'Elbée, Joseph Maïla, Christian Monjou, Blondin Cissé, Marc Dumont, Christophe Béchu, Maxime Schirrer, Lucie Mandeville, Sylvie Lainé - Crédits photos : karelnopp, Luciano Lozano, Wikimages, photoanto, J. Peter, Jean-Patrice Campion, robu_s, jesadaphorn, Alexas Photos, James Lauritz, Fotolia, Getty Images, Pixabay, Wikipédia - Conception et réalisation : Caminno - AIMF, 9 rue des Halles, 75 001 PARIS. www.aimf.asso.fr